

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

**SAMEDI 16
DIMANCHE 17 OCTOBRE**
N° 281 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

Voir p.8

**«VOYAGE PRIVÉ»
DE GISCARD EN POLOGNE**

**Un pays en crise
dans l'empire
soviétique**

La crise du régime s'aggrave

FRAPPONS SANS ATTENDRE

Que «France Soir», journal dont les sympathies gouvernementales sont manifestes et de plus en plus affirmées depuis que Hershant l'a annexé à son empire titre «Giscard au creux de la vague», illustre bien l'inquiétude et le désenchantement de la classe dominante vis-à-vis du gouvernement Barre et du chef de l'Etat. Le sondage mensuel de l'IFOP publié dans ce journal souli-

Les bulletins de victoire à propos de la remontée du franc et des valeurs boursières ne sauraient tromper, cette crispation sur les oscillations de la cote du franc sont un signe de plus de l'inquiétude de la bourgeoisie face à une situation qui lui échappe de plus en plus.

Le léger regain de confiance créée par la nomination de Barre n'a pas duré.

A mesure que le temps

ont bien compris que le coup du consensus n'avait pas marché. Or, c'était bien là, et Barre ne l'avait pas caché, l'indispensable condition à la réussite du plan.

Les membres du gouvernement, Barre, Poniatoski haussent le ton, mais ni leurs menaces, ni les tours de passe passe giscardiens ne peuvent endiguer la montée des luttes.

C'est à un bien piètre jeu que le président de la République se livre pour détourner l'attention, révélant son impuissance.

Il disserte sur l'unification de la société française, l'avenir de la démocratie pluraliste et refuse de répondre aux questions de l'heure. A cet égard, son numéro télévisé fut révélateur, très à l'aise pour parler de la société décriée de ses rêves, son incapacité à proposer un projet de rechange, n'apparaissait que mieux.

La discordance au sein de la majorité s'accroît à mesure que s'accroît la crise : la concurrence entre Chirac et Giscard est devenue une donnée permanente l'un parle de «démocratie pluraliste», l'autre répond «démocratie du quotidien», mais les deux sont au pied du même mur.

Le 7 octobre nous a fait mesurer notre force et la faiblesse de ce gouvernement. Il ne faut plus attendre pour porter les coups décisifs qui enterreront le plan d'austérité. Le PS, qui dit clairement qu'il ne veut pas aggraver la situation et le PCF prisonnier de son alliance avec le PS attendent 78 pour appliquer une autre politique d'austérité.

Ils veulent freiner nos luttes, désamorcer notre colère, leur tactique électoraliste désarme les masses et fait le jeu du gouvernement. Face à leurs manœuvres dilatoires, sans attendre engageons la lutte pour écraser le plan d'austérité.

S. LIVET

*Tempête sur les côtes
de Bretagne*

DES DIZAINES DE MARINS DISPARUS

Une marée noire géante
se prépare

Hier, la tempête qui sévissait en Bretagne continuait à faire rage. Le vent atteignait par endroits jusqu'à 150kmh.

A Grandville, le chalutier «Santez Anna» a lui aussi coulé. Les trois hommes d'équipage ont pu regagner la côte. De nombreux autres chalutiers se sont trouvés en difficulté. D'autre part, des bateaux de plaisance ont été endommagés à l'amarrage. Le voilier-école Winston Churchill, de la marine anglaise, s'est trouvé en difficulté et attendait une amélioration des conditions atmosphériques pour rentrer au port de Weymouth.

Suite p.6

● **Victoire à la CMP (Dunkerque) : les soudeurs arrachent leurs revendications.**

● **Marseille : première victoire pour les éboueurs de Format et Reiner**

● **Oyonnax : la journée du 7 : un tremplin pour les luttes.**

● **Malmerspach : journée «portes ouvertes» à Schlumpf**

Voir p.4 et 5

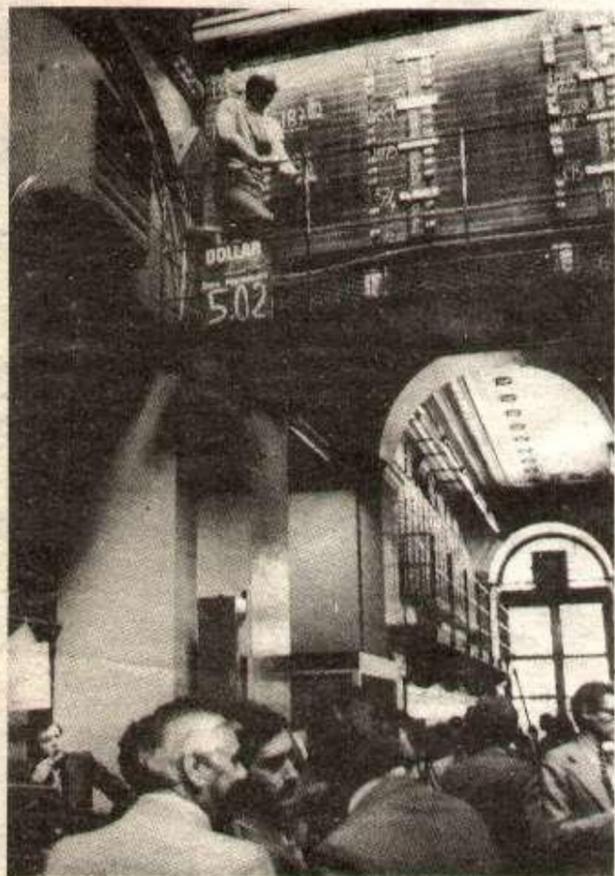
Les réfugiés politiques menacés par Poniatoski

Hier au cours d'une conférence de presse, Poniatoski a traduit en langage courant les écrits de Giscard sur la société libérale pluraliste. A propos des réfugiés politiques, qui sont cent mille en France, il a renouvelé ses menaces : «Des réfugiés politiques qui persisteraient à troubler l'ordre politique seraient immédiatement expulsés». La sévérité de Poniatoski ne s'applique pas à tous les réfugiés politiques, les fascistes en provenance du Sud-Est asiatique, du Liban par exemple ont toute latitude pour comploter. Par contre les réfugiés du Chili, d'Espagne sont constamment épiés et surveillés par la police, et menacés d'expulsion. Dernièrement une jeune Gabonaise réfugiée en France a été extradite et ramenée au Gabon où elle avait été déjà torturée par la police. Depuis on est sans nouvelle d'elle. Voilà comment Poniatoski applique l'asile politique.

ASSAD LANCE SON AVIATION CONTRE LES PALESTINIENS

**Kamal Joumblatt accuse :
«La Syrie utilise des armes qu'elle n'avait encore
jamais employées même
sur le Golan !»**

Voir p.7



La Bourse : «Le franc en solde»...

gne nettement cette tendance : jamais la cote de Giscard n'a été aussi basse : 43 % de «satisfaits» contre 45 % de «mécontents». Le même jour, le journal patronal «les Echos» exprimait en manchette son mécontentement «la classe politique joue à tort et à travers avec les nerfs des épargnants».

passait, avant la publication du plan de lutte contre l'inflation, la confiance s'effritait, le scepticisme gagnait les capitalistes. Ce qui pouvait rester de confiance s'est définitivement envolé avec la journée du 7 octobre. Les patrons ont tenté de minimiser le succès de la grève et des manifestations, mais ils

INTERNATIONAL

Par JEAN GUINARD de retour du Pérou et HÉLÈNE VARJAC

PEROU: LA FIN D'UN MYTHE?

LE TOURNANT DE JUILLET
ET LES PRESSIONS DU FMI

Modèle pour les uns, miroir aux alouettes pour les autres, le régime péruvien, de 1968 à 1976, a exercé une influence politique qui dépasse largement ses frontières. N'a-t-on pas, un temps, comparé le Portugal des militaires, le Portugal du 25 avril à ce Pérou qui ne se voulait «ni capitaliste ni communiste» ! Il est clair aujourd'hui que le Pérou est en train de négocier un grand virage à droite, de s'engager dans une évolution qui le rapproche de l'impérialisme américain et l'apparente aux autres dictatures militaires répressives d'Amérique du Sud. Mais il n'a pas toujours été facile de caractériser un

équivoques. Le Pérou a montré, malgré sa situation géographique dans la sphère d'influence traditionnelle des Etats-Unis, qu'il pouvait être pourtant un enjeu de la rivalité des 2 super-puissances, Etats-Unis et URSS. Il a montré, que malgré cette position vulnérable, il pouvait, dans certaines Conférences internationales, unir sa voix à celle des autres pays du Tiers-Monde. Enfin, les militaires péruviens ont réalisé des nationalisations dans l'industrie et promu des coopératives d'état à la campagne, donnant ainsi - qu'on le veuille ou non - une consistance plus grande à une bourgeoisie nationale dont

les assises économiques étaient bien minces avant le coup d'état. Ces différents aspects ne signifient pas pour autant que l'économie péruvienne ait jamais été totalement indépendante, tant s'en faut ! Le secteur au pouvoir pendant cette période a toujours été minoritaire au sein de l'armée et a profité des contradictions des autres tendances. Ce secteur qu'on peut appeler «nationaliste» par commodité, a eu à plusieurs reprises des positions capitulaires : indemnisation de matériel usagé, amorti depuis longtemps par les compagnies étrangères, ou paiement d'une dette agraire aux anciens propriétaires

fonciers pendant 20 ans. On ne peut oublier non plus que les militaires péruviens ont développé un système corporatiste pour manipuler et contrôler les masses, et les ont réprimés chaque fois que celles-ci essayaient de donner un contenu plus réel aux mesures du régime...

Au-delà d'une analyse politique qui se limiterait à l'antagonisme entre deux classes, la bourgeoisie et le prolétariat, et qui mettrait le mouvement de masse à ses pieds, il y a probablement la place pour une autre approche du régime. C'est ce que nous essayons de faire ici...

— Quotidien du Peuple : Qu'est-ce qui a conduit à l'état de siège ? Quelles sont les luttes qui se sont déroulées dans les mois précédents, indépendamment des manifestations du mois de juillet ?

— J.G. : De façon immédiate, ce qui a déclenché l'application de toute une série de mesures d'exception, plus larges que l'état de siège, c'est la réaction à l'application de mesures imposées par le Fonds Monétaire International ; le Pérou se trouvait dans une position économique difficile, en particulier à cause des répercussions de la crise, enfin ; ce n'est pas la seule raison ; l'essentiel, ce sont des raisons structurelles qui font que justement ce pays n'a pas pu avoir une réponse indépendante et nationale à cette crise. Donc, le Fonds Monétaire International, pour ouvrir le flux à des crédits qui se sont d'ailleurs matérialisés plus tard, 270 mil-

sur lequel le gouvernement n'a peut-être pas suivi à la lettre toutes les recommandations du FMI. Le FMI voulait semble-t-il une dévaluation beaucoup plus forte, plus brutale, qui va sans doute se faire par étapes...

— QdP : En date du 29 septembre, il y a une nouvelle dévaluation du sol. 85,36 le dollar à 65,56 ; c'est une mini-dévaluation.

— S.G. : On s'attend à ce que le dollar passe à cent sols d'ici à la fin de l'année. C'est, semble-t-il les exigences du Fonds Monétaire International. Donc sur ce point, il y a eu une résistance et une discussion à l'intérieur du Conseil des Ministres. Une autre exigence du FMI qui n'aurait pas été entièrement suivie, c'est l'arrêt d'achats d'armes ailleurs qu'aux Etats-Unis, par exemple en Union Soviétique et en France. Aujourd'hui encore, les deux pays sont en compétition sur l'achat

vement des masses. Là aussi le tour de vis n'a pas été aussi rapide que le souhaitait le FMI. Il ne faut pas y voir des contradictions fondamentales ; il faut y voir un régime «populiste» qui a créé des conditions politiques pour sa survie, et qui ne peut pas brutalement s'isoler du peuple. Donc on va assister probablement à la mise en application du plan du Fonds Monétaire International, mais par étapes, et moins brutalement peut-être que ne l'auraient souhaité les investisseurs américains.

LES EVENEMENTS
DU 1^{er} JUILLET

A court terme, la chronologie des événements est claire : fin juin, se décrète donc la hausse d'une série de produits, en particulier l'essence ; le 1^{er} juillet, il y a une grève des conducteurs d'autobus,



transport, ont manifesté. A l'arrivée sur LIMA, il y a eu quelques scènes de pillage. Mais tout le monde est bien d'accord : ça n'a pas été comme le 5 février de l'année précédente, manipulé par l'APRA (1), par l'extrême droite pour faire des pressions sur le gouvernement.

QdP : Ces manifestations, c'était contre le gouvernement, contre les hausses ?

J.G. : C'était contre les hausses, mais le gouvernement était clairement vu comme le responsable des hausses, malgré la propagande des révisionnistes. Pour eux c'était seulement la grande bourgeoisie, l'impérialisme qui exerçaient des pressions. Pour les masses populaires, il n'y a pas de problème, c'est le gouvernement militaire qui a imposé ces mesures. Il reste quand même une certaine ambiguïté ; pour certains gens, Velasco (premier président du régime des militaires qui ont pris le pouvoir en 1968) ne l'aurait pas fait, on se réclame encore du Velasquisme de la période précédente. Mais je crois que c'est une attitude surtout de la petite-bourgeoisie intellectuelle. Dans les masses populaires, on entend la critique des militaires en bloc, de la bureaucratie civilo-militaire - c'est un terme qu'on

entend souvent. Donc ces mesures ont provoqué une réaction populaire qui était prévisible. Cette réaction a «justifié» pour les militaires les mesures d'état de siège.

LE JEU DE LA DROITE ET
LES AMBIGUÏTÉS
DU MOUVEMENT

QdP : Y a-t-il une conjonction entre les revendications des masses populaires et celles des petits propriétaires ?

J.G. : Oui, le tissu social du Pérou comporte énormément de ce qu'on appelle des travailleurs indépendants, petits propriétaires, de gens qui achètent, qui vendent, qui vivent de presque rien et pour ces gens là en particulier, les hausses des transports ont été un coup très dur. Ceci dit, parmi les petits propriétaires, il est assez difficile de discerner l'opposition de gauche de l'opposition de droite. Comme au Chili, il y a un travail idéologique de la droite, de l'extrême droite, de l'impérialisme, qui fait que se développe aussi une critique de droite en particulier chez les de l'APRA par exemple, on entend chez les chauffeurs de taxi cet argument : «la cause de la pénurie, c'est la Réforme Agraire ; avant c'était

mieux.» Donc, il y a je crois une unanimité contre les militaires, mais dans cette opposition, il faut distinguer divers secteurs... alors évidemment, plus on va vers la petite-bourgeoisie possédante, plus la critique se teinte de points de vue de droite. Mais il faut le dire aussi, c'est faute d'alternative présentée par l'extrême gauche.

QdP : «Le gouvernement avait essayé justement d'assimiler la grève des chauffeurs de bus à la grève des transporteurs au Chili, non ?

J.G. : Oui, c'est constamment que le gouvernement utilise cette arme : toute opposition au gouvernement est systématiquement caractérisée comme une opposition organisée par la CIA, par le fascisme, ou l'ultra-gauche et qui ferait le jeu du Chili. L'ennemi potentiel, le PC reprend ce point de vue, contribue à diffuser ces idées. Toute grève organisée par les syndicats de classe est assimilée par le PC à une alliance à la CIA, à l'impérialisme, etc. Ceci dit, il peut y avoir objectivement une utilisation de ce mouvement par la droite, qui n'a pas obtenu assez vite, tout, tout de suite ; il est certain que Morales Bermudez représente une solution «transition».



lions de dollars ont été immédiatement prêtés au Pérou, etc, a imposé une politique classique du FMI, ça personne ne le nie : blocage des salaires et des prix, les prix bien sûr étant préalablement augmentés, dévaluation...

RÉSISTANCES
AUX PRESSIONS
DU FMI

C'est là un premier point

d'une cinquantaine d'avions. L'URSS a déjà vendu plusieurs dizaines d'Iliouchine.

UNETHÈSE
EN APPLICATION
PROGRESSIVE
DES PLANS DU FMI

Et puis également le FMI poussait à une répression beaucoup plus rapide, plus dure et brutale du mou-

des propriétaires de mini-bus. A la suite de ces mesures, j'ai pu faire une enquête un peu précise sur la façon dont ça s'est passé. Les habitants des bidonvilles, en particulier de villa el Salvador, qui est un bidonville «avancé», un peu auto-géré qui échappe en grande partie au contrôle gouvernemental, se rendant à leur travail en masse le matin, et ne trouvant pas de moyens de

LE RAPPORT GUICHARD

UN RENFORCEMENT DU CENTRALISME BOURGEOIS

Il y a un an Giscard confiait à Guichard la présidence d'une commission chargée de proposer une refonte des «collectivités locales» et du découpage administratif du territoire. Le rapport de cette commission sera officiellement remis à l'Élysée le 22 octobre, mais d'ores et déjà l'essentiel de ses conclusions est connu.

L'État bourgeois est découpé en communes et en département et depuis la réforme régionale en régions (22), à chaque niveau, des assemblées élues (conseil municipal, conseil général et conseil régional) disposent d'un pouvoir limité et qui va en diminuant. Au niveau départemental et régional des préfets, nommés par le pouvoir central appliquent ses directives et expriment l'autorité de l'État bourgeois. Ce système très centralisé mis en place par la bourgeoisie pour exercer son pouvoir sur l'ensemble du territoire, ne

convient plus à ce qu'est devenue la France industrialisée de notre époque, il correspondait à une France rurale très faiblement urbanisée. Sur les 36 400 communes que comptent notre pays des milliers n'ont plus qu'un semblant d'existence, en raison de l'exode rural, de l'aménagement impérialiste du territoire qui a vidé des régions entières et concentre activités et administrations à Paris et dans quelques grandes métropoles régionales. C'est donc à cette inadéquation de la centralisation que tente de remédier le

rapport Guichard. Bien qu'il prétende apporter des mesures de décentralisation et une plus grande part de responsabilités aux instances locales, il instaure en réalité une centralisation plus poussée, un renforcement du pouvoir central en adaptant les structures administratives aux nouvelles réalités.

La commission Guichard propose de regrouper les communes en communautés urbaines et fédérations. Il y aurait 750 communautés urbaines regroupant 26 millions de personnes et 3 600 fédérations en regroupant 18 millions. Dans ces nouvelles entités, le rôle du maire serait bien sûr considérablement réduit au profit de la communauté urbaine.

L'État par contre verrait ses attributions augmentées et donc les pouvoirs du préfet seraient élargis en conséquence. Il interviendrait dans des domaines qui jusqu'alors lui échappaient dans l'éducation, les questions sanitaires et sociales, la voirie et les polices spécialisées.

Il n'y a que dans le domaine de l'urbanisme que l'État se déchargerait de ses prérogatives sur les communautés urbaines, mais restant maître de l'attribution de la majorité des crédits et disposant par préfet interposé d'une possibilité de veto, il en garderait le contrôle.

Dans ses grandes lignes, le rapport Guichard laisse donc apparaître un renforcement des structures territoriales étatiques qui facilitera un contrôle plus étroit de l'ensemble des travailleurs par l'État bourgeois.

S.L.

Giscard à «L'événement»

Verbiage sur le pluralisme et menaces contre les travailleurs

La campagne publicitaire organisée autour du livre «*Démocratie française*» de Giscard se poursuit avec insistance. Jeudi, le président était la vedette de l'émission de TF 1 «*l'événement*». Il n'était pas venu pour parler de la situation politique actuelle, du plan Barre, de la journée du 7 octobre, de la crise boursière, mais de son ouvrage. Il a pris soin d'éviter la plupart des questions des journalistes de la télévision qui portaient sur cette situation, pour s'en tenir à des considérations très générales sur la société française telle qu'il la voit et telle qu'il la rêve.

Giscard s'est livré à un grossier maquillage de la réalité sociale, tellement grossier qu'il n'a même pas paru convaincre les journalistes pourtant complaisants. Pour Giscard, il n'y a pas d'affrontements entre prolétariat et bourgeoisie, la configuration de la société française ressemblerait à un gros noyau central flanqué de deux petites ailes. Le gros noyau central ce serait un amalgame de couches allant des ouvriers qualifiés jusqu'aux cadres supérieurs, dont la caractéristique commune serait de ne pas être de gros possesseurs de capital et de refuser la lutte de classe. Les deux ailes sont d'une part le prolétariat qui s'amenuise du fait de l'instruction, du progrès technique de l'amélioration des conditions de vie, de la généralisation du confort, d'autre part les grands capitalistes de moins en moins nombreux également. D'après cette vision, la société française serait en cours d'unification sociologique au centre, ce qui doit entraîner politiquement la même unification, le laminage du prolétariat révolutionnaire estimé à 5% (!) La

réalité actuelle dément avec éclat cette peu originale élaboration, et Giscard ne peut qu'amèrement le constater, selon ses propres termes «*la société est éclatée, déchirée*».

Cette réalité qu'il s'est efforcé de masquer, falsifier: l'aggravation de la crise

politique, accentuée depuis la journée du 7 octobre qui a marqué avec éclat l'échec politique du plan Barre et la volonté de lutte des travailleurs, il n'a pu totalement la passer sous silence, elle s'est imposée à lui.

La faillite de son projet politique fumeux est alors encore plus clairement apparu, puisqu'au refus du plan Barre il n'a répondu que par la menace: «*Je ne laisserai pas détruire l'économie française*», autrement dit le plan Barre sera appliqué de toute façon et si nécessaire en renforçant la répression. Le langage distingué sur le pluralisme ne pesait plus bien lourd!



INFORMATIONS GÉNÉRALES

Reims : une enseignante se pend au bout de 10 jours de classe pratique

Une jeune enseignante de Reims s'est pendue le 24 septembre dernier. Elle n'a pas «tenu le coup» plus de dix jours pour son premier poste. Elle avait hérité de la charge d'une classe de 3^e pratique, sans être le moins du monde préparée aux difficultés qui l'attendaient. Institutrice, elle n'avait, l'année précédente effectué de stages qu'en école maternelle. Or, c'est à une «classe difficile» qu'elle a eu affaire : les classes pratiques servent en effet à regrouper tous les enfants «durs». C'est le pur produit d'un système scolaire qui aboutit à mettre au rebut bien des enfants du peuple, considérés comme «non intellectuels», réfractaires à un enseignement complètement coupé de la vie. Les classes pratiques jouent le rôle, dans le système scolaire bourgeois, de voie de gara-

ge où les élèves attendent d'avoir 16 ans pour «entrer dans la vie active» selon l'expression consacrée à l'Education Nationale. Face à la tâche ingrate que lui avait réservée le rectorat de Reims, la jeune enseignante s'est trouvée seule. Ses collègues sont restés indifférents à ses difficultés, un conseiller pédagogique est même venu traiter ses cours d'ennuyeux, en guise de conseil ; tout cela est venu ajouter au désespoir de la jeune femme qui en est arrivée à se suicider.

Cette affaire dramatique est le fruit de la situation qui est faite aux fils du peuple par l'école bourgeoise, la conception bourgeoise d'un enseignement qui «affronte» les élèves et l'absence de perspectives révolutionnaires pour résoudre de graves difficultés.

PRÈS DE TOULON : DEUX VENDANGEURS SAISONNIERS GRAVEMENT MUTILÉS

Jeudi après-midi, deux jeunes vendangeurs saisonniers ont été atrocement mutilés : c'est en essayant de faire repartir le mécanisme qui était coincé qu'un travailleur a eu les mains happées dans le fouloir actionné à l'aide d'une vis sans fin.

Son camarade pour tenter de le dégager a eu les mains happées de la même manière. Il a fallu cinq heures de travail à des ouvriers mécaniciens pour dégager les deux victimes qui étaient soutenues par des piqures. Hospitalisés à Toulon, si leur vie ne semble pas en danger, ils resteront gravement mutilés des mains et des avant-bras ; mutilés à cause de la course au rendement qui leur est imposée dans le travail, à cause des mesures de sécurité insuffisantes.

L'antagonisme entre les cliniques et les hôpitaux n'est pas nouveau. Depuis de nombreuses années, les cliniques, dont les tarifs sont inférieurs à ceux des hôpitaux (elles n'ont ni frais de formation ; ni d'équipements coûteux à amortir) souhaitent obtenir des tarifs identiques pour tirer encore plus de profits sur la santé des travailleurs. En effet, depuis que la technologie médicale lourde a fait son apparition dans les hôpitaux, la classe bourgeoise a préféré s'y faire soigner. Pour son confort, elle a ouvert des «services privés» dans les hôpitaux mêmes : elle bénéficie ainsi à la fois des «grands patrons» et de privilèges hôteliers. La bourgeoisie a déserté les cliniques privées qu'elle fréquentait auparavant. Elle a concentré ses efforts d'investissements, ses largesses, sur les unités de grandes tailles, hôpitaux publics ou privés.

La plupart des cliniques

REMUE-MÉNAGE DU CÔTÉ DES PROFITEURS DE LA SANTÉ

La Fédération Intersyndicale des Etablissements d'Hospitalisation privée vient de publier un très réactionnaire «*Livre Gris*» avec pour but d'augmenter les prix de journée dans les cliniques privées, à l'instar des prix exorbitants pratiqués dans les hôpitaux «publics». A l'appui de cette thèse des comparaisons (bien choisies) entre le prix d'un accouchement dans une clinique privée de la région parisienne (2 097 F), un hôpital de l'Assistance Publique (5 398 F) et un hôpital privé «à but non lucratif» (7 349 F). Les patrons de cliniques privées se plaignent de difficultés qu'on leur oppose en ce qui concerne leurs équipements en équipements coûteux (type scanners), ce qui leur permettrait de justifier des augmentations de tarifs. Enfin les cliniques privées se plaignent de la concurrence déloyale des hôpitaux : «*Il y a trop d'hôpitaux quatre étoiles ! On est passé de l'hôpital vétuste à l'hôpital de luxe, futuriste !*» Conclusion du FIEHP : «*Le gouvernement freine l'expansion des cliniques privées*».

soignent aujourd'hui des travailleurs, malades ou accidentés, et ce, dans des conditions souvent scandaleuses (hygiène insuffisante, équipements insuffisants, personnel intérimaire).

Les patrons de clinique sont souvent des chirurgiens de l'hôpital le plus proche qui ont ouvert une clinique après s'être «fait un nom» à l'hôpital et des millions...

Comme on le voit, la ba-

taille entre directeurs de clinique et d'hôpitaux n'est guère qu'une bataille de profiteurs.

Dans ce combat de va-tout, chaque clan de la bourgeoisie choisit son rapace : S. Veil «refuse de rentrer dans le jeu des comparaisons de tarifs» de la FIEHP. Le P.C.F., lui, accuse le gouvernement de peindre en «gris» «l'avenir des cliniques privées». Il essaye même de les découper en trois catégories (1) pour tenter de faire rentrer les deux premières dans le fourre-tout de l'Union du «Peuple» de France : «*Il est vrai que les cliniques privées, notamment les petites et moyennes, connaissent aujourd'hui des difficultés*» écrit l'Humanité!

Dans le même article, il n'est fait aucune référence à la manière révoltante dont les travailleurs sont soignés tant dans les cliniques que dans les hôpitaux.

P.PUJOL

LUTTES OUVRIÈRES

**SNECMA-VILLAROCHE :
LES LICENCIEMENTS CONFIRMÉS
LA LUTTE SE PRÉPARE**

Comme nous l'avions annoncé dans un récent article, des suppressions d'emplois viennent d'être confirmées. La direction générale annonce 170 emplois en moins pour la SNECMA-VILLAROCHE dont 46 avant la fin 78 et 124 en 77. Pour la SNECMA-CORBEIL, c'est 186 emplois que veut supprimer la direction. Comme «solution», ce qui est proposé par les patrons, ce sont des mutations d'office entre les différentes usines et qui se feront de toutes façons, essentiellement pour les cadres et la maîtrise. C'est vers Gennevilliers et Bois-Colombes que devraient se faire ces mutations. Si ces mesures ne sont pas «suffisantes», il pourra être envisagé des mises à la retraite anticipées, sans évidemment plus de précision quant aux moyens de subsistance. De plus, au mépris même de la légalité bourgeoise, la direction ne veut pas reprendre les jeunes qui reviennent du service militaire. Le PDG prenant les devants annonce déjà qu'il faut s'attendre à une nouvelle baisse des effectifs en 78.

Les travailleurs déjà mobilisés, se préparent à la lutte «comme en 69».

**MARSEILLE :
PREMIÈRE VICTOIRE POUR
LES ÉBOUEURS DE
FORMAT ET REINIER**

Judi 14 les travailleurs de cette entreprise ont repris le travail bien que les négociations se poursuivent sur de nombreux problèmes. Mercredi soir la direction, qui posait comme préalable à toute discussion, la reprise du travail, a faibli sur trois points : paiement immédiat de la prime de vacances de 350 F qu'elle n'a jamais voulu accorder, paiement majoré de 100% pour le travail le dimanche et paiement de deux journées supplémentaires pour enlever les ordures accumulées pendant la grève.

**VICTOIRE A LA CMP (DUNKERQUE) :
LES SOUDEURS ARRACHENT
LEURS REVENDICATIONS**

Les soudeurs qui étaient en grève depuis deux semaines viennent de remporter la victoire face au patron qui a été obligé de céder à la presque totalité des revendications en accordant, pour la prime de préchauffage le passage de 0 F 68 à 1 F 20 au lieu de 1 F 36 demandés et de 1 F 36 à 1 F 60 au lieu de 1 F 80 demandés.

Cette victoire des travailleurs est d'autant plus marquante que cette usine avait une solide renommée de «calme social». La riposte des travailleurs au plan Barre de misère, ne s'est pas faite attendre.

De plus, aux élections de délégués du personnel, la CFDT est passée de 0 à 4 sièges et la CGT n'a plus qu'un seul siège. Ceci est la confirmation que pour les travailleurs, ce qui compte c'est la lutte et ils sanctionnent par ce vote l'attitude inqualifiable de la direction CGT pendant leur lutte.

correspondant DUNKERQUE

**MALMERSPACH :
JOURNÉE «PORTES OUVERTES»
A SCHLUMPF**

Les travailleurs de la filature de Malmerspach en lutte pour leur emploi avec l'ensemble des travailleurs du groupe Schlumpf organisent dimanche prochain 17 octobre une journée «portes ouvertes» à l'usine avec visite des ateliers et vente de tissus. Cette journée doit être l'occasion d'un rassemblement et d'une confrontation de travailleurs et de militants syndicaux venus de différentes boîtes en lutte, et d'une manière générale de tous ceux qui ne veulent pas attendre 78 pour défendre leur pouvoir d'achat, refuser les licenciements et imposer des améliorations substantielles des conditions de travail et de vie.

Le Quotidien du Peuple organise un départ collectif de Strasbourg : rendez-vous dimanche à onze heures, place d'Austerlitz près du kiosque.

OYONNAX : LA JOURNÉE DU 7**UN TREMPLIN POUR LES LUTTES**

A Oyonnax, la journée du 7 octobre a été un succès. La participation à la grève a été très forte dans les industries du plastique qui constitue l'activité principale de la ville : 90% de grévistes à Manducher, 80% à Grosfillex, Landry, Billon, et dans le secteur public, communaux hôpitaux, enseignants. 600 travailleurs ont participé à la manifestation qui a été la plus importante depuis mai 68. Les délégations d'usine constituaient la grande majorité du cortège : plus de 100 travailleurs de chez Manducher étaient présents. Les mots d'ordre étaient largement repris : «ouvriers, paysans, solidarité», «Travailleurs français immigrants, même patron, même combat», «H.ite à la répression syndicale dans les entreprises», «Ce n'est qu'un début continuons le combat», «Contre le chômage, contre la vie chère, offensive ouvrière».

C'était une manifestation très combative. L'après-midi à l'appel des syndicats une réunion a eu lieu pour discuter des perspectives de lutte.

A l'issue de cette journée les travailleurs de chez Manducher déposèrent un cahier de revendications et décidèrent de poursuivre la grève : 90% de grévistes, la production est totalement arrêtée. Le cahier de revendications :

- 1F de l'heure tout de suite pour les OS,
- 2000F net au premier

janvier pour les plus bas salaires,
- 500F de prime de vacances,

- 13ème mois au bout d'un an de présence,

- 1 heure par mois d'information syndicale payée et prise sur les lieux de travail,

- réunion d'une commission d'hygiène et de sécurité,

- 40 h par semaine pour les mouleurs.

Les travailleurs de chez Landry, une autre boîte d'Oyonnax poursuivent eux aussi la grève depuis le 7 octobre, exigeant 2 F 50 d'augmentation tout de suite. Mardi les travailleurs de chez Landry étaient présents à une assemblée générale de Manducher et posaient la question de la coordination des luttes. Un large travail de popularisation a été fait sur la ville par les travailleurs de Manducher sur les usines de la ville. Partout ils ont rencontré un large écho.

La pétition de soutien a été largement signée et la collecte accueillie très favorablement.

Il faut noter la participation active de grévistes dans toutes les actions de popularisation. Face à une telle combativité, vendredi matin la direction menace :

11.- de déposer le bilan,
2.- de licencier un délégué syndical.

Mais les travailleurs ne sont pas prêts à céder à ces menaces et la direction a dû accepter les négociations. Elle commence à lâcher sur les salaires : 20 centimes en plus des 30 centimes déjà acquis au cours de la grève de février et retrait de la menace de licenciements.

Les travailleurs sont bien décidés à faire céder le patron et à élargir cette lutte : contre la répression syndicale et pour l'augmentation des salaires ils ont pris contact avec les travailleurs de Poumcet, autre usine de Manducher dans la région d'Angers, afin d'élargir la lutte à l'ensemble de l'entreprise. Aujourd'hui d'autres usines d'Oyonnax, Bavoux entre autres, déposent un cahier de revendications. A Grosfillex, les travailleurs se préparent eux aussi à entrer en lutte.

correspondant OYONNAX

**Licenciée pour avoir
fait grève le 7 octobre**

M. employée à l'Institut médico-psycho-pédagogique du château de Carsix en tant que cuisinière, depuis le 7 novembre 1966, est convoquée dans le bureau du directeur de l'établissement. Le samedi 9 octobre 76, vers 11h30. Elle en est ressortie vers 12h munie d'une lettre lui signifiant son licenciement immédiat et sans préavis.

Le motif du licenciement :
- le 16 septembre 76, M. aurait rempli un autocuiseur au 9/10°.

- le 4 octobre 76, elle aurait entamé un service de jambon au lieu de faire cuire des pâtes.

- M. n'aurait pas averti suffisamment tôt la responsable de la cuisine que le beurre était garni de moisissures.

De plus nous avons appris qu'un cuisinier était déjà embauché.

En fait les motifs sont clairs : M. a fait grève le 7 octobre de 13 h 30 à 15 h à l'appel de sa section syndicale CFDT créée il y a 3 semaines (il n'y avait jamais eu de section depuis l'ouverture de l'établissement il y a dix ans),

- le patron veut se débarrasser d'éléments susceptibles de lui poser des problèmes,

- faire peur aux personnels en leur disant en fait «vous voyez ce qu'il arrive si vous flirtiez avec le syndicat»,

- engager une épreuve de force avec la jeune section.

La section syndicale refuse ce licenciement aussi bien sur la forme, que sur les motifs (les «fautes» ne sont pas justifiées), et a riposté immédiatement.

Une motion circule dans l'établissement, des démar-

ches sont faites au profit d'homme par la section.

Engageons la lutte jusqu'au bout. Popularisons l'action à l'extérieur pour la réintégration de M.

correspondant BERNAY

TEXTE DE LA MOTION

Monsieur, le directeur,
Madame M. A. nous a fait part de son licenciement immédiat et sans préavis.

Nous nous élevons contre :
- La forme de son licenciement : il ne rentre pas dans le cadre de la législation du travail,
- Les motifs invoqués : sa qualité professionnelle ne relevant pas des responsabilités que vous lui incombent.
Nous exigeons la réintégration immédiate dans sa fonction de Mme A.

Signatur. du personnel.

La section CFDT du Centre Psychotérique
du château de Carsix - 27 300 - BERNAY

● **TANNERIES EN LUTTE** : Après les tanneurs des Tanneries Françaises Réunies du Puy et de Bort (menacés de trois cents licenciements) en lutte contre la liquidation, ce sont maintenant les 150 grévistes des Tanneries de Sireuil (Angoulême) qui se battent pour «42 heures payées 45» depuis le 7 octobre. Mardi 12, ils envahissaient la Chambre Patronale, aux cris de «nous cherchons le patron», pour imposer des négociations.

Les 250 ouvriers de Foucherolles constructions à Villeurbanne sont en grève depuis le 4 octobre pour l'augmentation des salaires, le 13ème mois et l'amélioration des conditions de travail. Après les négociations d'hier après-midi les travailleurs décideront aujourd'hui mercredi 13 octobre de la poursuite de l'action.

**COMMUNIQUÉ
DU DÉLÉGUÉ
SYNDICAL : DE
LA SECTION CGT
SANDERS ADOUR**

Pour la première fois depuis la création de la société Sanders-Adour, jeudi 7 octobre les ouvriers ont fait grève.

Quand on sait que pas un d'entre eux n'avait participé à un tel mouvement, on devine leur détermination.

Primo : ils ont prouvé qu'ils sont pleinement conscients que seule la solidarité avec les autres travailleurs paie et que ce n'est que par la lutte que l'on peut vaincre les réactionnaires de tout poil.

Secundo : ils ont obligé les collaborateurs de classe de Sanders-Adour à arracher leur masque d'hypocrites.

La section CGT Sanders-Adour est déterminée à se battre jusqu'au bout pour faire aboutir les revendications des employés et des ouvriers.

**FAITES
CONNAITRE LE
QUOTIDIEN DU
PEUPLE**

LUTTES OUVRIÈRES

DANS LES GRÈVES DE BESANÇON

LA COORDINATION DES LUTTES EN GERME

Après une entrevue avec Reggiani, l'adjoint au maire PS, chargé de la voirie et des transports et sur proposition du permanent de l'UL-CFDT, les grévistes de la CTB en lutte depuis une semaine étaient invités hier après-midi à lever les piquets de grève et à remettre en service progressivement les réseaux urbains. Reprise partielle toutefois puisque cette décision ne devait concerner que le dépôt de Trey, les chauffeurs de Planoise étant appelés à continuer le blocage de leur dépôt. Minjoz, le maire

«socialiste» de Besançon aurait-il donc gagné, lui qui, appliquant avec un zèle d'écolier les leçons d'intransigeance et de «fermeté» prodiguées par le professeur Barre, s'obstine à répondre par des «non» catégoriques aux revendications des «CTB»? Lui qui, avant hier, voyait approuver par un jugement en référé du tribunal de Besançon son désir de faire évacuer par la force avant mardi prochain, les grévistes des deux dépôts? Cela n'est pas aussi simple...

Même si, au travers des difficultés présentes de la lutte des «CTB» transparaissent les difficultés et les entraves à la construction d'un large rassemblement des travailleurs en lutte à Besançon, les difficultés pour concrétiser l'aspiration nettement manifestée à coordonner tous ces conflits qui persistent, tels Peugeot, Renault, Lip, Sopréba, Borel, Danzas...

Vendredi, 10 h 15. Une vingtaine de travailleurs et de délégués de la CTB sortent de la mairie où ils viennent de rencontrer Reggiani, l'adjoint au maire de Besançon. Jussiaux, le permanent de l'UL-CFDT, qui accompagnait la délégation, rend compte de la brève entrevue : «Sur le paiement des jours de grève, la réponse est non. Pour le reste, rien de nouveau non plus. Alors, j'ai pris sous ma responsabilité de proposer de lever le piquet de grève du dépôt de Trey, parce qu'il s'agit quand même de débloquent la situation. C'est un cadeau, peut-être, mais enfin...». «... Cela n'est pas irréversible» renchérit le responsable syndical du dépôt en question. Un des chauffeurs présents que cette proposition laisse pour le moins perplexe interroge : «Ça veut dire qu'on débloquent

les bus?» «Ben oui...» répond Jussiaux embarrassé. «mais Planoise reste en grève».

Peu convaincus que cette décision contribuait à une issue positive à leur conflit, les délégués et travailleurs se quittaient et regagnaient leurs dépôts respectifs... En fait, dans l'après-midi, aucun bus n'est sorti des dépôts et n'a sillonné les rues de Besançon. Car, ainsi que l'affirmait un chauffeur du dépôt de Trey : «Au bout de dix jours de grève, ce serait faire une trop jolie fleur à Minjoz». «S'il s'agit de mettre en route le service minimum que nous avons proposé à la municipalité pour réduire les embarras de la population, d'accord, mais si c'est une condition pour ouvrir les négociations, alors là, non!».

LA COORDINATION DES LUTTES DÉJÀ EN GERME

En fait, après dix jours de lutte, la question qui est posée aux «CTB» est plus que jamais de rompre l'isolement dans lequel la bourgeoisie et la municipalité essaient de les enfermer en les coupant du reste des travailleurs, appuyés en cela par l'Est Républicain qui a orchestré une campagne de presse à base de faux témoignages et de pseudo-enquêtes chez les «privés de bus».

Cette coordination des luttes bisontines, non seulement la politique d'intransigeance des forces de la bourgeoisie la rend nécessaire, mais elle est possible. Elle est déjà en germe dans nombre d'initiatives dispersées. A commencer par le rassem-

blement de plus de deux cents travailleurs autour des «CTB» lors de leur passage au tribunal mercredi dernier. Ce sont également les visites et le soutien mutuel des travailleurs en lutte : ainsi les grévistes de Peugeot se rendant à Lip, à la CTB, formulant des propositions d'initiatives communes aux grévistes du garage Renault.

Ainsi, les ouvriers de Sopréba-l'Héritier prenant contact avec les entreprises du bâtiment sur Besançon afin de contrer toute volonté patronale de mettre en actes les menaces de chômage technique agitées contre les ouvriers des chantiers non approvisionnés.

Volonté nettement affirmée chez les travailleurs du restaurant inter-entreprises de la zone indus-

trielle de Trépillot qui se battent pour de meilleures conditions de travail et qui sont venus en délégation jeudi après-midi au dépôt CTB de Trey. Là, un délégué syndical de Kelton qui conduisait la délégation nous expliquait : «C'est sûr qu'avec la multiplication des conflits sur Besançon la question de la coordination devient évident si on ne veut pas que les conflits tombent un par un. Ce ne serait pas difficile d'y parvenir. On pourrait par exemple rassembler les gars en lutte dans une des usines en grève. Reste qu'aujourd'hui, si ça ne se réalise pas, c'est que les gars font une différence entre la politique de Barre et celle de leur propre patron. C'est méconnaître que le plan Barre, c'est une politique commune de tous les patrons. Et même plus, puisque Minjoz s'alligne dessus! Reste aussi le fait que le poids de la division syndicale pèse lourd, et qu'une réelle coordination devrait aller au-delà des seuls responsables syndicaux et rassembler une majorité de travailleurs en lutte, syndiqués et non-syndiqués. A ce compte-là, je crois que l'on marquerait des points sérieux contre le «non systématique» des patrons. Sans compter que ça attirerait des gars qui ne sont pas encore en lutte mais qui s'y préparent comme chez nous à Kelton où il y a toujours la menace de plusieurs centaines de licenciements».

CHOISIR LA VOIE DE LA LUTTE

Parler de coordination des luttes à Besançon, c'est aussi évoquer immanquablement Lip. Le dernier numéro de «Lip-

Unité» qui parle de la dernière rencontre nationale des entreprises en occupation pour la défense de l'emploi s'appesantit amplement sur la nécessité des coordinations régionales et locales. Face à la situation présente à Besançon, il nous intéressait de connaître le point de vue du secrétariat de la coordination : «Certes, expliquait Jean Raguénès, nous sommes prêts à tous échanges et à tous soutiens aux entreprises en lutte à Besançon, mais on ne peut pas estimer que la situation aujourd'hui commande de mettre en place une coordination tous azimuts. Posons-nous d'abord la question, par exemple, des formes de lutte des travailleurs de la CTB...»

De fait, les «lip» sont venus nombreux au tribunal manifester leur soutien aux «CTB», mais «attendre et voir» ce qu'il va advenir des conflits en cours à Besançon, est-ce là réellement le meilleur moyen de les soutenir, de dégager avec les travailleurs concernés les moyens d'une initiative offensive contre les plans de crise du pouvoir? On s'interroge sur les justifications à un tel attentisme et à ce peu d'empressement de la coordination et des responsables de l'UL-CFDT.

Les travailleurs bisontins qui ont choisi la voie de la lutte appellent aujourd'hui que soient mis en œuvre sans tarder les moyens d'unir leurs efforts pour frapper ensemble, pour obtenir satisfaction à leurs revendications!

Julien LEBLOND

VERRERIE DE PORTIEUX (Vosges)

EN GRÈVE AU LENDEMAIN DU 7

«1 460 francs! Vous vous rendez compte, même pas le SMIC», nous dira un souffleur en nous montrant sa feuille de paie. Le mois précédent, la composition du verre était mauvaise, il se travaillait mal; alors, ceux qui étaient payés aux pièces n'arrivaient pas à faire leur salaire. C'est sur cette question que la grève a démarré, mais c'est la manière même dont est calculé leur salaire que les ouvriers remettent en cause : «On travaille par place : il y a le cueilleur qui va chercher le verre au four, ensuite le souffleur et puis un ouvrier qui pose le pied et un autre la base. Ce sont ceux qui ont les travaux les plus pénibles qui gagnent le moins malgré la chaleur et la difficulté; pour les souffleurs, on les appelle «les chiens de la place».

Pour ces ouvriers payés aux pièces, les primes sont calculées pour l'équipe, mais modulées selon la catégorie, si bien que là encore, ceux qui ont les travaux les plus pénibles gagnent le moins.

Aux verreries de Portieux dans les Vosges, dans cette petite usine de 300 personnes blottie au fond d'une vallée, c'est la grève depuis bientôt une semaine. Le 7, pour la journée nationale d'action contre le plan Barre, le débrayage avait touché 80 % de l'usine, mais peu étaient allés à la manifestation à Epinal. C'est le lendemain que la colère a éclaté lorsque les ouvriers ont touché les feuilles de paie.

«Si on n'arrive pas à faire le rendement demandé, on nous compte les primes dans le taux horaire pour arriver au SMIC, et même pour certains, une partie de la prime d'ancienneté. Ce qu'on veut, c'est un salaire garanti au moins égal au SMIC et les primes en plus». Un autre ouvrier nous dira : «Ils s'arrangent en fait. S'ils voient qu'un jour tu marches bien, le lendemain ils te donnent un travail plus difficile où tu n'arrives pas à faire ton taux».

Mais ce sont aussi les conditions de travail que les ouvriers remettent en cause : «Depuis trois mois, on a demandé des cannes neuves, rien ne vient, ils s'en foutent et quand on loupe un verre,

ils ne nous le payent pas. En plus, on travaille avec des machines qui tombent en panne, mais à la fin de la journée, ils n'en tiennent pas compte».

Il est onze heures. Devant l'usine, une centaine de travailleurs sont réunis. Sur les trois cent vingt employés, seuls une cinquantaine travaillent. Dans les groupes qui se forment, il y a aussi de nombreuses femmes : «D'habitude, on ne faisait pas grève, mais là, c'est trop fort. Alors, on est parties avec les autres».

Jusqu'à maintenant, la direction refuse de négocier sur les revendications générales (la grille des salaires en particulier). Cela ne

dépendrait pas d'elle, paraît-il. Elle veut bien discuter des points particuliers, mais pas du reste. Pour l'ensemble des travailleurs réunis, il n'est pas question de céder sur ce point. Et si le patron se sauve, ne veut pas venir aux réunions, et bien «on ira le chercher». De jeunes ouvriers lancent la proposition d'occuper l'usine, mais les délégués CGT (seul syndicat implanté dans l'usine) refusent en disant que cela ne servirait à rien.

Une question qui commence à se poser, c'est celle du soutien financier car avec les paies qu'il y avait, c'est difficile de joindre les deux bouts; la décision d'organiser des collectes auprès des autres usines de la région est prise ainsi que de populariser la lutte dans les autres usines du groupe «Société Française de Cristallerie» dont fait partie la verrerie. «Il faut tenir et gagner, sinon on ne pourrait plus rien faire avant longtemps» dit un gréviste.

Marcel MAYER

LES TRAVAILLEURS EN LUTTE DE PEUGEOT ORGANISENT UNE JOURNÉE «PORTES OUVERTES»

«Nous en voulons plus gagner 1 300, 1 400, ou 1 500 F par mois. Nous voulons 2 000 F minimum, par mois, base 40 H. C'est ce que proclament les travailleurs de Peugeot en lutte depuis une semaine. Ils accueilleront les travailleurs bisontins au garage dans la zone industrielle de Thise, route de Belfort, samedi 16 et dimanche 17. Ils procéderont à des réparations gratuites.

Soutenez activement les grévistes du garage Peugeot en participant à leur initiative.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Incendie au foyer Sonacotra de Villejuif

2 morts et et 9 blessés

C'EST L'ABSENCE DE MESURES DE SÉCURITÉ QUI A TUÉ

Dans le haut de Villejuif, rue Alexandre Dumas, le foyer Sonacotra est caché au fond de la cité populaire de Logirep : des blocs de béton tristes, gris entourent une maigre pelouse sur laquelle de nombreux enfants jouent. Au fond, le foyer, long bâtiment de quatre étages et construit en béton certes, mais divisé en petites chambres dont les cloisons de bois recouvertes de vernis n'ont pas résisté longtemps au feu jeudi soir. Il s'agit d'un incendie criminel qui a coûté la mort de deux travailleurs, en a blessé gravement neuf autres. La question d'un attentat raciste allumé froidement pour mettre en cause les travailleurs immigrés est posée.

Le feu a pris au troisième étage du bâtiment, jeudi soir un peu après minuit. « Dans la presse, on parle d'accident, ou de la soi-disant folie du locataire français qui habitait la chambre dans laquelle le feu a pris. Le feu était tellement important qu'il fallait que ce soit conscient et voulu », nous ont dit des travailleurs algériens, « nous habitons dans le bâtiment voisin de l'incendie, et nous avons été prévenus par la sirène qui a sonné vers 0 heure 35, nous sommes tous sortis : une fumée épaisse sortait de tout le troisième étage. Des flammes très hautes sortaient de quelques fenêtres. Des camarades avaient déjà sauté des fenêtres du troisième, et même du quatrième. Le feu s'est étendu rapidement, cela n'a rien d'étonnant : les cloisons en contre-plaqué vernis ont brûlé et dégagé de l'oxyde de carbone, une fumée épaisse qui remplissait le troisième et même le quatrième étage. Elle a asphyxié nos camarades ».

« C'est un incendie comme il y a en tant à Paris, on ne retrouve pas toujours le responsable surtout quand des travailleurs immigrés en sont victimes. Ce qui est à dénoncer c'est le manque de mesures de sécurité. Je suis persuadé que si nous avions eu le matériel nécessaire pour éteindre l'incendie, il n'y aurait pas eu du tout de morts ni de blessés graves ».

Les travailleurs sont unanimes, la sécurité était insuffisante :

- cloisons inflammables
- des extincteurs, il y en avait deux par étage (trente-deux chambres) mais leur puissance était insuffisante.
- aucun masque, aucun matériel de réanimation, aucune bouteille à oxygène.

- pas d'escalier de secours dans tout le bâtiment.

« Le camarade égyptien est mort asphyxié à quelques mètres de moi impuissant : il était à quatre mètres 80, un nuage de fumée épaisse nous séparait, je n'ai pu arriver à le sauver avec mon extincteur qui portait à un mètre », nous a dit un sauveteur bénévole.

- les secours n'étaient en rien prévus en cas d'accident et les locataires qui étaient sortis s'organisaient tout seuls pour aider les pompiers.

- au quatrième étage, il n'y avait pas de trappe pour gagner le toit ! « Quatre ou cinq locataires asphyxiés par la fumée ont sauté par le fenêtre et se sont gravement blessés ».

Deux travailleurs ont été ainsi assassinés : l'un asphyxié, l'autre est mort des suites de sa chute du troisième étage. Neuf autres, brûlés, intoxiqués par l'oxyde de carbone, ou les jambes fracturées ont été conduits à l'hôpital. Le médecin de garde appelé à une heure moins le quart, n'est arrivé qu'une heure après.

« Son rôle s'est borné à faire le diagnostic de la mort de nos camarades. Pour ceux qui étaient blessés, c'est la police qui les a emmenés à l'hôpital dans un car de Police Secours habituels ».

- la seule mesure de sécurité consistait dans le système « sécurité-alarme » : dans tous les couloirs il suffit de casser une vitre pour déclencher la sonnerie sur tout le bâtiment.

Cette première enquête faite par les locataires doit être approfondie dans les jours à venir. La vérité doit être faite sur les causes de la mort et du handicap de ces camarades.

Marie DENJEAN

Dans l'Humanité du 15 octobre, on peut lire : « A la suite des incidents de juillet 75 qui avaient éclaté dans ce foyer, la municipalité de Villejuif et la section du PCF avaient demandé et obtenu que la sécurité soit améliorée. C'est sans doute ce qui explique que le feu n'ait pas gagné les autres étages ». Ce témoignage d'autosatisfaction, au moment où deux ouvriers sont morts en raison de l'absence de mesures de sécurité élémentaires, est particulièrement cynique et révoltant. Pourquoi dans le même article, le PCF ne dénonce-t-il pas à un seul instant la direction du Sonacotra ? Pourquoi ne dit-il pas un mot sur la possibilité d'un crime raciste ? M. Marchais veut-il le calme dans la circonscription dont il est député ? Il ne semble pas prêt en tout cas à se battre pour des ouvriers qui n'ont pas le droit de vote.

TEMPÊTES SUR LES CÔTES DE BRETAGNE

DES DIZAINES DE MARINS DISPARUS

Suite de la p.1

Dans la nuit de jeudi à vendredi, un pétrolier est-allemand, le «Boehlen» a coulé. Le bananier fran-

çais «Fort Pontchartrain» a découvert un «dinghie» à bord duquel trois hommes encore luttèrent contre la

tempête. Sous la poussée du vent, les vagues atteignaient jusqu'à douze mètres de haut ! D'autres embarcations

de secours ont été découvertes par des navires qui croisaient au large de l'île de Sein, à peu près à huit miles de distance. Au total seuls treize hommes, les seuls qui ont pu prendre place dans les dinghies sont retrouvés vivants. Onze ont été retrouvés morts. Vu la violence de la tempête, il est à peu près sûr que les douze autres marins du Boehlen, qui étaient restés à bord ont connu le même sort tragique. Des flancs éventrés du Boehlen, dix mille tonnes de pétrole commencent à s'échapper, c'est-à-dire deux fois la marée noire d'Ouessant, due à l'Olympic Bravery ! Les barrages mis en place sont ridiculement faibles au regard de ce déferlement de pétrole. Les navires chargés de lutter contre la marée noire se trouvant à Cherbourg il est impossible de les rapatrier, vu l'intensité de la tempête !



Le pétrolier «Andros Antares» de 227 000 tonnes a rompu ses amarres alors qu'il était accosté au port pétrolier d'Antifer.

Un second drame se noue depuis Jeudi soir dans le nouveau port havrais d'Antifer. Dans le bassin pétrolier, un pétrolier géant de 350 000 tonnes, l'Andros Antanes s'est échoué contre la digue de protection. Malgré les ordres de la capitainerie du port, le pétrolier n'a pas rempli ses ballasts d'eau (pour alourdir) au fur et à mesure qu'il déchargeait sa cargaison. La prise d'air atteignait déjà 20 mètres de hauteur de coque, au moment où le vent, soufflant à plus de 130 Km à l'heure, a cassé comme des bouts de ficelle les attaches du navire. Soulevé par les vagues, il allait et venait, cognait contre les blocs de béton de la digue. Avec la marée basse, le pétrolier a pu s'échouer à plat, mais avec la marée haute le navire peut à tout moment chavirer et répandre dans le port neuf d'Antifer les 16 000 tonnes de pétrole qui restent encore dans ses flancs.

Les quarante et un membres d'équipage de l'«Andros Antanes» qui sont toujours à bord ne pourront être évacués que par hélicoptère et avec mille précautions, la moindre étincelle pouvant provoquer une explosion meurtrière.

L'avenir de ces manœuvres est lié à l'amélioration de la météo ou à la persistance du mauvais temps. Mais d'ores et déjà le bilan de cette nouvelle tempête est dramatique : plusieurs dizaines de marins morts, des milliers de tonnes de pétrole sur les côtes de Bretagne. L'imprévoyance, l'insécurité, la multiplication de pétroliers géants plus rentables pour les trusts du pétrole se soldent une fois de plus par la mort de nombreux travailleurs et la destruction de nos côtes !

CONFÉRENCE DE PRESSE DE LA FÉDÉRATION CFDT DES MINEURS DE MERLEBACH

UN DOSSIER ACCABLANT POUR LES HOUILLIÈRES DE LORRAINE

La Fédération CFDT des mineurs a tenu Vendredi à Paris une conférence de presse «pour établir la vérité sur la catastrophe de Merlebach». Plan à l'appui, les délégués mineurs de Merlebach ont dressé un bilan de la politique meurtrière de rentabilisation à outrance qui a conduit à la mort leurs seize camarades. «Merlebach est la plus importante concentration minière en Europe. Plus de 4 000 mineurs travaillent au fond, répartis sur quatre postes, en continu. Dans ces conditions, la mine n'est jamais à l'arrêt alors que certains incidents ne peuvent être décelés que par mine calme».

La «tradition minière» veut, pour des raisons de sécurité, que les montages soient espacés de vingt mètres. A Merlebach, «mine moderne», ils étaient séparés par moins de cinq mètres, voire de deux mètres ! «Dans ces conditions, au premier éboulement, deux montages peuvent se rassembler et constituer une sorte de cheminée qui provoque un puissant appel d'air. La stratégie de lutte contre le feu choisie par les HBL est empreinte de cette même course au profit». On a voulu sauver à tout prix des machines qui représentaient deux milliards d'anciens francs et du charbon. «Au lieu d'isoler l'incendie de loin, on a manœuvré de près et toujours en recul pour sauver le plus de charbon possible», dénoncent les délégués mineurs. Plus grave encore, pourquoi la direction a-t-elle fait confectionner un couvercle en bois par seize hommes au fond, malgré le danger,

(alors que cela pouvait être fait à l'extérieur), alors qu'il y aurait dû y avoir un couvercle en acier pour boucher le «tubing» sur le chantier même ou au Poste Central de Secours ? Pourquoi n'y avait-il pas des barrages de repli tout prêts sur le chantier, qui résistent mieux au feu que ceux en plâtre confectionnés à la hâte ?

Les délégués mineurs ont vu depuis l'après-guerre la sécurité se dégrader : la réduction du nombre de contrôles de montages, alliés à l'exploitation de chantiers de plus en plus profonds et espacés peut expliquer à la fois l'échauffement (par augmentation de la pression du charbon avec la profondeur). L'incendie a pu dans ces conditions se développer sans être repéré rapidement. Les délégués accusent : «Pourquoi les Houillères ont-elles décidé de choisir une tactique progressive pour étrangler l'arrivée d'air, ce qui

est très dangereux au lieu de couper l'air complètement et rapidement ?» Pour préserver le précieux charbon, évidemment, et ce au mépris de la vie des mineurs.

La CFDT qui s'est déjà porté civile à l'intention de porter plainte pour «non assistance à personne en danger» compte-tenu de ces faits graves.

Sur le plan de la riposte, l'exemple des mineurs des Potasses d'Alsace est évoqué : pendant plusieurs jours, ils ont arrêté la production pendant trois heures chaque jour pour effectuer eux-mêmes des travaux de sécurité. (La direction a osé prendre des sanctions contre ces ouvriers !)

Un seul point, important, à regretter dans cette conférence de presse très éclairante sur la responsabilité des Houillères, l'absence pour le moment, de propositions concrètes d'actions sur Merlebach pour faire le procès de l'insécurité et du profit et avancer sur les revendications en matière de conditions de travail. Une première réponse nous sera-t-elle apportée par le congrès des mineurs CFDT qui aura lieu prochainement à Forbach ? Ou avant ? C'est à souhaiter, car les mineurs de Merlebach ne sauraient admettre que la mort de leurs camarades reste une fois de plus impunie.

Liban : malgré l'utilisation de l'aviation

LA RESISTANCE HEROIQUE
RALENTIT LES TROUPES SYRIENNES

L'aviation syrienne est entrée en action dans les régions de Jezzine. La résistance opposée aux chars syriens, coûte cher aux troupes de Assad. Après avoir lancé ses chars et ses fusées, Assad en vient à utiliser l'aviation. Mais cela ne brise en rien la détermination de lutter jusqu'au bout contre l'agression syrienne qu'anime les défenseurs de Aley et Saïda.

Après les massacres de la montagne, à la suite de l'invasion syrienne, toute la population des zones visées par les troupes de Assad a été repliée, tandis que s'organisait la défense de Saïda et Aley. A Saïda, les chars syriens avaient été repoussés au mois de juin. La défense est organisée aujourd'hui de la ville, et de nombreuses chicanes bloquent l'avance des chars.

Hier matin, la radio palestinienne annonçait que l'avance syrienne avait été stoppée dans la région de Saïda et dans la zone de Aley. «La résistance acharnée des combattants de la ville, rendra la ville de Bhamdoun si coûteuse au sang syrien que les dirigeants de Damas hésiteront à poursuivre l'assaut».

L'ALLIANCE AVEC ISRAËL

A Aley, les troupes syriennes sont appuyées par des unités fascistes qui sont concentrées au pied de la montagne et servent d'in-

fanterie combinée aux blindés syriens.

Cette alliance des troupes syriennes avec les fascistes libanais se transforme dans le Sud Liban en une alliance avec Israël. Les troupes fascistes armées et organisées par Israël assiègent toujours la ville de Marjayoun. Cette alliance est matérialisée par le blocus israélien de Saïda, par les transports de troupes fascistes du Nord au Sud, par l'organisation par l'armée sioniste des troupes fascistes au Sud.

Au nord du Liban, dans la région de Tripoli, de violents combats sont en cours,

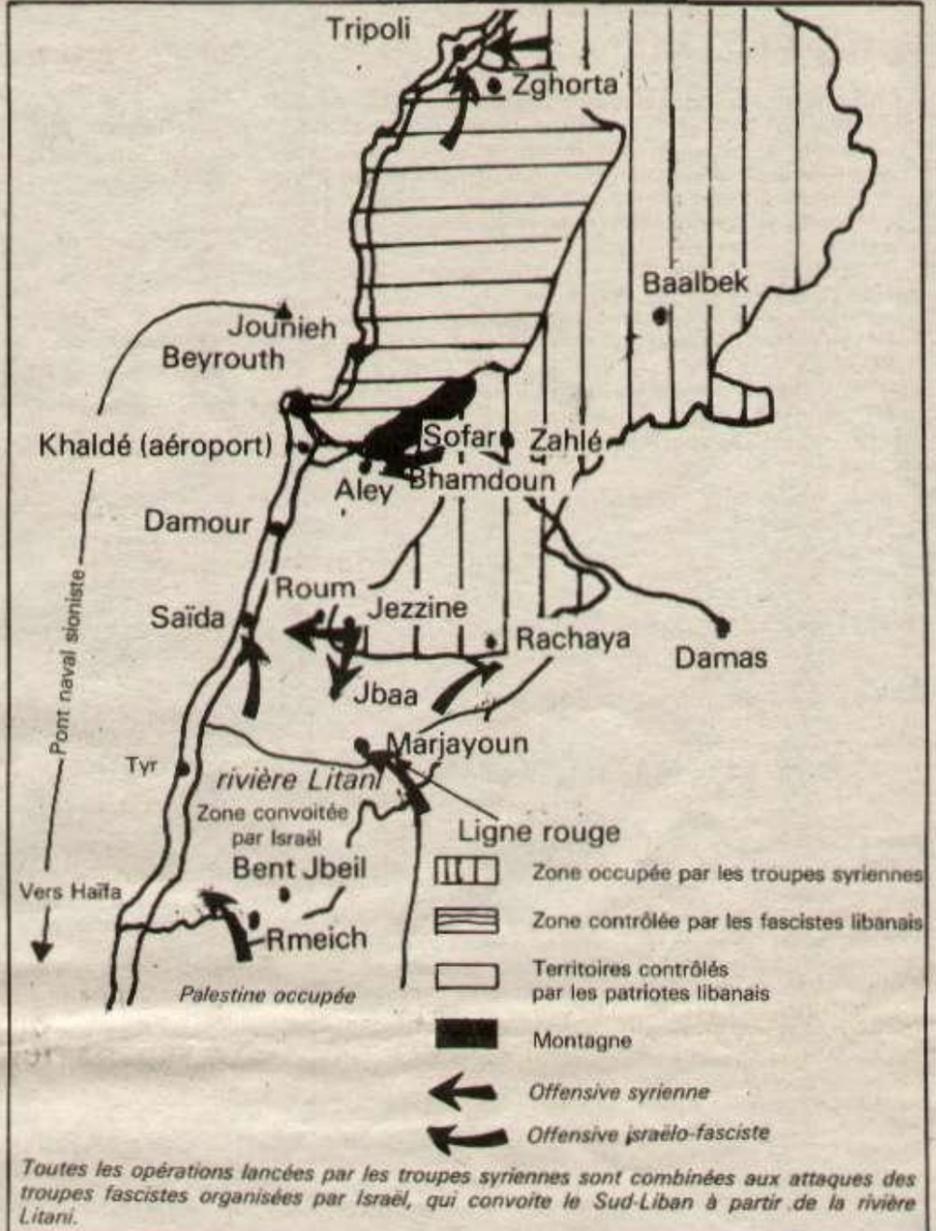
pour la défense de Tripoli qui résiste héroïquement depuis le mois d'août au blocus imposé par l'armée syrienne et les bandes fascistes.

La guerre totale déclenchée au Liban par le régime de Assad est prolongée par la guerre que les sionistes ont commencé, par l'intermédiaire des troupes fascistes qu'ils ont organisé, pour prendre le contrôle du Sud Liban et de l'Arkoub. Elle se heurte à la plus violente résistance, la puissance militaire syrienne ne parvient qu'à grand peine à avancer en direction de Beyrouth et de Saïda.

● LE SOMMET DE LA LIGUE ARABE REPORTE : Le sommet de la Ligue Arabe qui devait avoir lieu lundi est reporté : Assad a refusé d'y participer. Assad veut que les pays arabes entérinent son agression au Liban, et ceux-ci ne peuvent soutenir ouvertement une tentative de liquidation de la Résistance Palestinienne.

A la suite de la demande faite par Arafat de rompre ses liens avec le régime syrien, la Lybie est le seul pays à avoir rappelé son ambassadeur en poste à Damas.

● L'ARABIE SÉOUDITE RETIRE SES TROUPES DE JORDANIE : L'Arabie Séoudite a décidé de retirer ses troupes de Jordanie. Sept mille soldats étaient stationnés sur les rives de la Mer Morte depuis la guerre de 1967. Cette décision fait suite au retrait des cinq mille soldats séoudiens stationnés sur le Golan. Ces retraits successifs sont la marque d'un désaccord entre Khaléd, le roi séoudien et Assad à propos de l'agression au Liban, par laquelle le régime syrien veut créer une fédération Syrie-Jordanie-Liban, sous la coupe de Damas.



Toutes les opérations lancées par les troupes syriennes sont combinées aux attaques des troupes fascistes organisées par Israël, qui convoite le Sud-Liban à partir de la rivière Litani.

Prenant comme modèle le régime des Tsars

Les flottes soviétiques
sur toutes les mers :
préparatifs de guerre

«En 1783, c'est grâce à sa supériorité maritime en mer Noire que le gouvernement tsariste a annexé la Crimée, sans recourir à la guerre. En 1830 sans recourir non plus à aucune action militaire il a conclu une alliance de défense avec la Turquie en sa faveur». Ces lignes sont extraites d'un livre de l'amiral soviétique Gorchkov, «La puissance maritime de l'Etat». L'Union Soviétique reprend aujourd'hui les ambitions impérialistes des tsars, et les dépassent, comme eux ils veulent annexer

des territoires, comme eux ils veulent imposer des traités à leur convenance aux autres pays. Aujourd'hui c'est dans toutes les mers qu'ils envoient leurs flottes.

«Dans beaucoup de cas, la manifestation de la puissance maritime, sans engagement militaire, peut atteindre des buts politiques simplement en faisant pression par sa force latente ou par une menace d'intervention militaire». C'est pourquoi les navires soviétiques sont au nombre de soixante dix en Méditerranée, pour faire pression sur les pays méditerranéens et les pays arabes. C'est pourquoi il y en a un aussi grand nombre dans l'Océan Indien. C'est pourquoi, la flotte soviétique effectue des manœuvres navales fréquentes à proximité de la Norvège pour lui faire admettre la souveraineté soviétique sur la mer de Barentz. C'est pourquoi les navires de guerre soviétique croisent à proximité des côtes du Japon, s'en pren-

nent aux navires de pêcheurs, allant jusqu'à les endommager et parfois même les couler, pour obliger le Japon à reconnaître la souveraineté soviétique sur les îles Kouriles et contraindre les pêcheurs japonais à abandonner les zones de pêche de la mer du Japon.

La déclaration de Gorchkov met à nu la réalité des projets soviétiques qu'ils masquent derrière des propositions de désarmement et la «détente».

La flotte soviétique qui cherche à s'assurer la supériorité sur toutes les mers est une menace constante d'agression. Son développement énorme dans les dix dernières années et sa transformation de flotte côtière en flottes permanentes dans différentes mers fait partie des préparatifs d'ensemble en vue d'une guerre.

Palestine occupée

RAFLES À GAZA ET
EN CISJORDANIE

Cinquante-cinq habitants de Gaza ont été arrêtés par les troupes d'occupation. Ils sont accusés d'appartenir à Fatah et au FPLP une centaine de jeunes ont par ailleurs subi des interrogatoires de la part de la police israélienne et sont toujours en prison.

A El Khalil (Hebron) le couvre-feu est toujours maintenu depuis plus de dix jours, pendant seulement deux heures et demie, le couvre-feu est levé chaque jour. Les arrestations opérées à Gaza se sont étendues à El Khalil et à d'autres villes de Cisjordanie.

Tandis que Assad tente d'écraser la Résistance Palestinienne au Liban, les sionistes essaient de l'étouffer dans les territoires occupés. Mais ils ne pourront y parvenir : c'est tout un peuple qui lutte sur son territoire contre l'occupation raciste.

A Naplouse, l'armée sioniste s'est emparée d'un terrain de quarante hectares interdisant aux Palestiniens d'y pénétrer. Elle

veut y organiser des manœuvres. Le journal palestinien El Qods (Jérusalem) dénonce le projet de remettre ces terres aux colons sionistes afin qu'ils créent un point de peuple-

lem) dénonce le projet de remettre ces terres aux

colons sionistes «afin qu'ils créent un point de peuplement permanent».

Devant les luttes patriotiques contre les confiscations de terre, c'est maintenant l'armée sioniste elle-même qui est chargée de développer la colonisation dans cette région.

CANADA :
GREVE GENERALE

Pour la première fois les syndicats canadiens ont donné un mot d'ordre de grève générale. Cette grève est une étape de la lutte menée depuis un an contre le plan Trudeau. Depuis un an les salaires sont bloqués, et de nombreuses grèves se sont déroulées dans tous les secteurs.

● USA : Carter n'a toujours pas publié la liste de ses donateurs lors de sa campagne électorale de 1970 où il fut élu gouverneur de

Géorgie. Ford en profite pour sous-entendre qu'il y aurait de la corruption dans l'air. Les coups bas continuent, tandis que sur le fond les candidats n'ont rien à proposer d'autre que ce qui se fait.

● ANGLETERRE : Les policiers de Scotland Yard touchaient des pots de vin à établir une enquête des services de police britannique. Pour l'instant, les raisons de ces pots de vin ne sont pas données ni quelles affaires ils ont contribué à étouffer.

● COMORES : Une tentative de coup d'Etat aurait été déjouée aux Comores. D'après les informations fournies jusqu'à présent l'impérialisme français y serait impliqué par son fantôme Marcel Henry, en collaboration avec des mercenaires sud-africains qui s'approprièrent à intervenir dans la capitale.

INTERNATIONAL

«Voyage privé» de Giscard en Pologne

UN PAYS EN CRISE DANS L'EMPIRE SOVIETIQUE

Par Joëlle FECLAZ

Giscard est actuellement pour la seconde fois en visite en Pologne. Bien qu'il y soit cette fois-ci à titre uniquement privé, invité par Gierek, il compte bien néanmoins consolider sinon renouveler à titre officiel, des accords économiques que son premier voyage en Juin 75 avait permis de conclure tout au profit de l'impérialisme français.

Il s'agit, en effet, pour Giscard, de tirer le meilleur parti de la crise profonde qui touche la Pologne comme l'ensemble des pays de l'Est. Crise économique profonde due au retour du capitalisme et à la soif de profit de la nouvelle bourgeoisie au pouvoir, mais surtout à la domination du social-impérialisme soviétique : pillage des matières premières, et des richesses créées par le peuple polonais ; occupation militaire par 45 000 soldats soviétiques.

Mais dans cette Pologne capitaliste et opprimée, le peuple, comme en France, refuse de payer la crise. En 70, en 76, les ouvriers sont entrés ouvertement en révolte, montrant leur volonté de rejeter le capitalisme d'Etat et d'établir leur pouvoir, montrant la voie aux peuples des pays opprimés par le révisionnisme.

D'où vient la crise ?

La colonisation soviétique

La colonisation soviétique, c'est le pillage alimentaire : l'URSS exige des quantités de plus en plus importantes de viande et de produits à base de viande. Par contre, à cause de ses mauvaises récoltes, elle rompt ses accords d'approvisionnement en céréales que la Pologne doit maintenant acheter au prix fort sur les marchés occidentaux.

C'est l'extorsion d'hommes et de capitaux pour l'équipement économique de l'URSS. Un exemple, entre autres. La Pologne doit actuellement construire elle-même un tronçon de 550 kilomètres et donner cinq cents millions de roubles pour l'oléoduc qui doit relier Orembourg en Sibérie à la frontière occidentale de l'URSS.

Oléoduc qui ne lui profitera en rien puisque non seulement, l'URSS a doublé son prix de vente du pétrole en 1975 mais qu'en plus, elle a décidé d'en livrer de moins en moins. La Pologne qui a besoin de vingt-quatre millions de tonnes par an, en a reçu treize millions en 1974 et n'en recevra que 7,8 millions en 1977. Et cette dépendance industrielle existe dans tous les domaines : 85 % du fer, 60 % du coton viennent d'URSS, un ouvrier polonais sur quatre travaille avec des matières premières et des produits semi-finis importés d'URSS.

LA SOIF DE PROFIT DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE AU POUVOIR

La bourgeoisie polonaise, c'est comme dans tous les pays révisionnistes, des « experts » nommés par l'Etat qui ont remplacé les organismes collectifs de direction des entreprises et qui ont pris tous les droits des chefs d'entreprise. C'est aussi des capitalistes privés : des gros propriétaires à la campagne qui monopolisent le marché des produits agricoles et l'élevage ; les patrons de sept

mille entreprises industrielles, cent mille entreprises artisanales, sept mille agences trafiquantes de main-d'œuvre. En toile de fond l'Eglise. Elle a réussi à maintenir sa toute puissance conservatrice et réactionnaire : quatorze mille églises, vingt-trois mille cents prêtres, trente-et-un mille cinq cents moines et bonnes sœurs. Elle possède maisons d'édition, journaux, stations de radio, partis politiques, députés, écoles... et ceci avec la bénédiction de Gierek qui en 72 supprime le contrôle d'Etat sur les propriétés ecclésiastiques et les exempte d'impôts fonciers, subventionne la construction de nouvelles églises avec des fonds d'Etat, c'est-à-dire l'argent des travailleurs !

Pour cette bourgeoisie, en Pologne, comme en France, la raison d'être, c'est le profit. Face aux exigences des colons soviétiques, il n'est pas question d'y renoncer. Face aux pressions des masses qui réclament l'amélioration des conditions d'existence, mais aussi le socialisme, il n'est pas question de céder.

LA PÉNÉTRATION DU CAPITALISME OCCIDENTAL

Les solutions pour étancher cette soif de profit s'orientent vers l'établissement de liens économiques avec l'Occident. Vendre les matières premières au meilleur prix, au prix du marché mondial, c'est-à-dire en dehors de l'empire soviétique, emprunter à l'Occident des capitaux pour rendre l'économie plus « moderne », plus « compétitive ».

Les offres ne manquent pas : les USA bien sûr, l'Allemagne de l'Ouest qui vient d'accorder un nouveau prêt de un milliard de deutschmarks, la France. Les investissements occidentaux se multiplient : Coca-Cola, RCA, Massey Ferguson, Fiat et International Harvester

construisent sous licence ; Hilton et Holiday Inn ont des hôtels à Varsovie et Cracovie. Mais les capitalistes ne prêtent pas sans intérêt, le taux est élevé, et la dette ne cesse d'augmenter. Elle s'élève actuellement à près de neuf milliards de dollars.

Pour les travailleurs polonais, cela veut dire, se serrer la ceinture, accélérer les cadences pour enrichir les nouveaux patrons, pour provisionner les colons soviétiques et maintenant pour rembourser les impérialistes occidentaux. A Gdansk, à Ursus et Radom, les ouvriers polonais ont répondu à leur manière, celle de la révolte, celle de la lutte pour une nouvelle Révolution.



Les blindés contre la classe ouvrière à Stettin.

LA CLASSE OUVRIERE CONTRE LA BOURGEOISIE POLONAISE

En décembre 70, comme en Juin 76, la bourgeoisie polonaise, comme notre propre bourgeoisie tentait ouvertement de faire payer le prix de ses difficultés à la

classe ouvrière. Elle décidait d'augmenter les prix des produits alimentaires de première nécessité, la viande, le pain, le sucre, et des proportions allant de 20 à 100 % !

En décembre 70, dès l'annonce de ces hausses, tous les centres ouvriers du Nord de la Pologne partent en grève. Le 14 décembre, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk montrent l'exemple bientôt suivis par ceux de Gdynia et Sopot, de Szczecin. Des dizaines de milliers de manifestants encerclent les sièges du parti en chantant l'Internationale et en scandant : « Donnez nous du pain ! » « nous voulons la liberté ! » « à bas la dictature bourgeoise de Gomulka ! » « vive la dictature du prolétariat ! ». La répression est féroce : tanks blindés et hélicoptères tirent, des ouvriers sont tués et blessés. A la radio, les manifestants sont traités de « voyous » « étrangers à la classe ouvrière ». Les masses refusent de plier et les grèves s'étendent. Le 20

décembre, la bourgeoisie obligée de reculer, remplace en catastrophe Gomulka par Gierek.

Six ans plus tard, ce même Gierek qui aux lendemains de la révolte de Gdansk, revenait sur les décisions de son prédécesseur et se répandait en promesses démagogiques sur l'amélioration du sort de la classe ouvrière annonce à son tour une série de hausses encore plus importantes. Le 24 juin, au soir même de la nouvelle, les ouvriers de l'usine de tracteurs d'Ursus, dans la banlieue de Varsovie, déclenchent la grève. Et très vite, c'est toute la banlieue ouvrière de Varsovie qui arrête le travail. A Radom, les ouvriers affrontent les flics qui tuent deux manifestants, blessent et arrêtent des milliers de personnes. La grève générale est imminente. Le 25 au soir, le premier ministre annonce que le « projet de réforme est repoussé. Les ouvriers allument à Ursus et ailleurs des feux de joie pour célébrer la victoire.



Mais dans le même temps, on entend les injures pleuvoir à la radio et dans les meetings contre les grévistes traités de « voyous » et d'« aventuriers », et Gierek parle de nouvelles « consultations » pour les prix. Les dirigeants ont reculé pour ne pas sauter comme en 70 mais des jours difficiles s'annoncent. Dès août, des tickets de rationnement sont instaurés pour le sucre (un sordide marché noir s'installe aussitôt) et l'on sait que la viande et les volailles augmenteront de 35 %. Et la répression s'abat dure, très dure, sur les grévistes arrêtés. Violences et même tortures avant les procès, condamnations à des peines d'amende et d'emprisonnement au cours de procès qui ont commencé en août et doivent se poursuivre en novembre.

La bourgeoisie polonaise, est puissamment encouragée et même pressée dans cette voie par les dirigeants soviétiques. Dès l'annonce des grèves, ils avaient rassemblé de façon ostensible et menaçante leurs troupes d'occupation autour de Varsovie, des renforts étaient prêts à arriver. Ils se souvenaient qu'en décembre 70, ces mots d'ordre de soutien avaient été peints sur les murs des centres ouvriers soviétiques, voisins de la frontière. Dans l'empire soviétique, c'est le bruit des bottes qui doit couvrir celui de la révolte. Les ouvriers polonais qui ont affronté l'invasion puis l'occupation nazie, retrouveront les chemins de la victoire !

LA COOPÉRATION DU CAPITALISME POLONAIS ET DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Dans la perspective de sa politique de redéploiement et de recherche de nouveaux marchés, l'impérialisme français compte sur un certain nombre de pays de l'Europe de l'Est et particulièrement de la Pologne qui peut en outre lui fournir l'énergie et les matières premières dont il a besoin en abondance.

Les échanges depuis cinq ans ont quintuplé

et la France se place actuellement au troisième rang des pays capitalistes occidentaux derrière l'Allemagne de l'Ouest et la Grande Bretagne.

L'année 75, marquée par une première visite de Giscard, avait marqué un accroissement considérable des échanges par des accords on ne plus favorable à l'impérialisme français. Un crédit sur trois ans de 7 milliards

de francs, somme obligatoirement utilisée pour l'achat d'équipement et d'unités industrielles complètes de fabrication française. L'achat de charbon polonais au prix mondial mais avec, en échange l'augmentation des importations de produits manufacturés français.

Le déficit en défaveur de la Pologne était passé ainsi de 540 millions à 1 169 millions de francs.

Tenter de sortir l'impérialisme français de l'ornière

LE PROJET ECONOMIQUE DU P.S.

LE PS, UNE SOLUTION DE RECHANGE POUR GISCARD ?

«MON ILLUSTRE ANCÊTRE BLUM»

«L'héritage dont je me réclame est tout entier contenu dans le discours prononcé à Tours (1) par Léon Blum qui constitue à mon avis une référence majeure. S'il y a aujourd'hui un parti socialiste, c'est au courage de quelques uns à cette époque qu'on le doit. Cela choquera peut-être, sûrement même, bon nombre de lecteurs, mais le refus du marxisme-léninisme dans sa théorie comme dans sa pratique a sauvé nos chances de ce que vous appelez «les nouvelles perspectives du socialisme français». Je n'ai pas voulu dire autre chose lorsque j'ai affirmé que si le choix de Tours s'imposait à nouveau, je ferais celui de Blum» (Mitterrand, l'Unité octobre 1975).

Le choix de la défense à tout prix de l'impérialisme français, le choix du chauvinisme, le choix de la «gestion loyale du capitalisme» (expression de Blum caractérisant son rôle dans le Front Populaire).

(1) Congrès de formation du PCF, par scission du parti socialiste qui avait cautionné la guerre impérialiste de 1914.

Jeudi après-midi, dans sa conférence de presse Mitterrand a poursuivi sur sa lancée de lundi où, dans le cadre du forum de l'Expansion, il avait tenu à rassurer les patrons. «Nous disons oui à la capacité de profit» déclarait Mitterrand lundi. Jeudi, il s'est engagé à ne pas aggraver par ses déclarations les difficultés du gouvernement. De fait, le plan du PS et les restructurations qu'il

A cours d'arguments pour critiquer le plan Barre qui s'inscrit dans la même logique que le «projet socialiste» (assainissement, compétitivité...), le PS reproche principalement à ce plan d'être électoraliste, comme l'est le plan économique du PS lui-même. Mais pour les travailleurs, ce n'est pas le problème. Ce que les travailleurs reprochent à ce plan, c'est de tenter de redresser l'économie française sur leur dos.

NOUS AVONS LE CONSENSUS SOCIAL !

Si l'on gratte un peu le vernis entourant le discours du PS, on découvre que pour lui, le grand défaut du pouvoir politique en place est son incompetence, son manque de «projet», le manque de «consensus social» sur sa politique. Cela est si gros que le PC, du temps de la querelle ouverte, demandait à son allié socialiste : «cela voudrait-il dire que le pouvoir giscardien... est seulement impuissant ou incompetent face à la situation actuelle ?» (L'Humanité du 7-6-75). Malgré ce rappel à l'ordre, le PS ne peut que persister dans cette appréciation qui sent à plein nez l'offre de service !

Car voyez-vous, dit le PS, la compétence nous l'avons : le meilleur économiste de France, ce n'est pas Barre mais Attali. Le consensus social nous l'avons puisque nous sommes à gauche et bénéficions ainsi de l'appui du peuple ! Comme nos objectifs sont les mêmes que les vôtres, faites-nous confiance.

N'est-ce pas clairement ce que déclarait Mitterrand en avril : avec la gauche au pouvoir, «des problèmes de fond continueront d'exister, mais les Français seront sans doute plus patients, n'attendant pas de miracle immédiat de qui que ce soit,

envisage sont bien proches de ce que préconise le plan Barre. Ce qui explique que le gouvernement avec le PS puisse être envisagé comme solution de rechange par la bourgeoisie, le sondage de l'Expansion auprès des patrons le confirme. Une similitude dans les plans qui explique aussi que la «solution» avec le PS n'offre aucune issue à la crise de la bourgeoisie.

sachant que les équipes nouvelles ont l'intention de transformer les structures». En clair, bénéficiant d'un consensus social plus important que Giscard nous parviendrons plus facilement à faire passer notre politique !

UNE ÉQUIPE GISCARD-MITTERRAND POUR 1978

Même si cela ne plait pas au PCF qui risque fort d'être le dindon de la farce, Mitterrand se prépare à être le premier ministre de Giscard au cas où l'union de la

gauche l'emporterait en 78 ; curieuse «union» ! «Le PS, premier parti de France et donc de la gauche, peut avoir des responsabilités particulièrement importantes» disait Mitterrand récemment. Et pour rassurer ceux qui imaginaient qu'un tandem Giscard-Mitterrand n'est pas viable, il ajoute : «Il convient que chacun recherche la voie de la sagesse... je ne voudrais pas aggraver la situation par une crise de régime».

Nous voilà prévenus. L'union de la gauche qui a permis au PS de se refaire une virginité après son effondrement dans la colla-

laboration avec De Gaulle, débouche tout droit sur une «sage» collaboration entre Giscard et Mitterrand pour redresser l'impérialisme français en imposant aux travailleurs les réformes de structures nécessaires.

Des gadgets modernistes

Le parti socialiste, issu de la vieille SFIO, a une base électorale composite. De son lointain passé, il conserve des appuis importants dans les couches de notables, petite et moyenne bourgeoisie de province. Mais de plus en plus le PS se développe dans les couches de grands commis de l'Etat, de cadres des entreprises nationalisées ou privées, de professeurs... Une clientèle que brigue avec avidité le PCF.

Ces couches sociales ont introduit dans le PS des thèmes nouveaux : l'écologie, la consommation et ses gaspillages, les loisirs... Le projet du PS essaie de se servir de ces thèmes pour proposer d'autres réformes de structure devant amener soi-disant un «nouveau mode de production» : réduire le gaspillage humain et écologique, réduire la durée du travail, allonger la durée de vie des objets... Tout cela est bien beau, mais il est impossible d'y parvenir dans une société où le profit n'est pas remis en cause, où la domination du capital continue à régner.



«Nous disons oui à la capacité de profit»...

INTERNATIONAL

Italie

Le PCI et l'austérité

Dans une déclaration faite à l'intention des lecteurs de l'Humanité, le parti révisionniste italien explique sa politique actuelle.

Ouvrément, sans détours, le parti révisionniste italien définit sa politique comme une politique d'austérité. Il faut selon lui «restreindre la consommation individuelle et augmenter les recettes de l'Etat». Autrement dit les travailleurs doivent se serrer la ceinture, accepter un blocage des salaires, et payer plus d'impôts sous différentes formes.

POUR DÉVELOPPER LE CAPITALISME D'ÉTAT

Le parti révisionniste ne se limite pas à définir une politique d'austérité, qu'il dit être meilleure que celle du gouvernement chrétien démocrate. Le PCI veut par ce moyen engager des «réformes de structure», «imposer une profonde transformation

du processus de développement économique et social du pays» au travers des mesures prises contre la crise économique. «Il faut développer les investissements publics». Le PCI veut développer un plus large secteur de capitalisme d'Etat en imposant à la classe ouvrière les «sacrifices nécessaires».

D'emblée le projet, et toute l'activité du PCI s'oppose à la volonté de la classe ouvrière de refuser de payer la crise. Comme il s'oppose dans l'action quotidienne à l'organisation d'un vaste mouvement de masse de la classe ouvrière contre le plan Andreotti. Tout en s'opposant aux revendications de la classe ouvrière, le PCI veut s'en servir, en détournant son contenu. «La combativité des travailleurs va soutenir les propositions que nous commençons à faire pour corriger les mesures gouvernementales» déclarait-il, il y a quelques jours.

LE MIROIR DES RÉVISIONNISTES

La grande particularité du PCI est d'être très proche du pouvoir. Pour lui, se pose la question de mettre en pratique ses projets. Et dans ses propositions immédiates, comme dans ses projets, le PCI met en œuvre ce qui est l'essentiel des projets révisionnistes dans les pays capitalistes et qu'ils opposent aux aspirations de la classe ouvrière : développement du «secteur public», défense de l'économie nationale.

Parce qu'il est proche du pouvoir, il dévoile dans sa nudité le projet révisionniste : pour la classe ouvrière italienne, le parti révisionniste au pouvoir, c'est l'austérité, c'est la bourgeoisie au pouvoir. En cela, la lutte de classes qui se déroule en Italie est riche de leçons pour la classe ouvrière de France.

Déclaration de Giorgio Napolitano à l'Humanité (extraits)

Le vrai débat ouvert aujourd'hui en Italie a lieu entre, d'une part, les forces qui luttent pour imposer une profonde transformation du processus de développement économique et social du pays ; et, d'autre part, celles qui s'opposent à tout changement et réclament la

liberté au maximum (et un soutien accru) pour les entreprises dans le but de relancer le vieux mécanisme d'expansion.

C'est dans le cadre de ce débat que doivent être examinées les mesures qui visent à restreindre la consommation individuelle et le

déficit du budget de l'Etat. (...)

Il faut donc simultanément développer les investissements publics et augmenter les recettes de l'Etat. Cela pour éviter que le financement des investissements ne provoque une nouvelle flambée d'inflation. (...)

Espagne : Vers la grève générale ?

Depuis lundi, les dockers de Bilbao sont en grève, contre les conditions de travail. Dans le bâtiment trente mille ouvriers sont en grève également. Ce mouvement important est un signe d'une grande combativité de la classe ouvrière d'Espagne contre les mesures Suarez contre la crise économique.

Mais ce mouvement est aussi étroitement lié aux mesures définies par le gouvernement pour les né-

gociations des conventions collectives : les patrons peuvent bloquer toute discussion en faisant traîner les négociations qui doivent durer seulement dix jours. En outre les licenciements sont entièrement laissés à la discrétion des patrons. Cette mesure permet aux patrons de licencier les grévistes, les militants politiques et syndicaux, alors que les manifestations ouvrières depuis plusieurs mois réclament l'amnistie laborale, l'amnistie pour les mesures de répression dans les entreprises,

notamment les licenciements pour raison politique ou fait de grève.

Des discussions sont en cours entre les divers syndicats, tandis que les travailleurs et les commissions ouvrières d'entreprises ont commencé à riposter au plan Suarez. Il est de plus en plus question que ces négociations débouchent sur une grève générale, le 28 ou le 4 novembre. Les travailleurs n'ont pas attendu cette date pour commencer de riposter.

le quotidien du peuple 1^{er} ANNIVERSAIRE

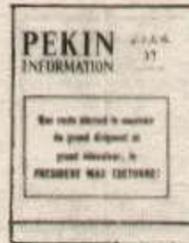
CAMPAGNE D'ABONNEMENTS EXCEPTIONNELLS

Menons ensemble cette bataille

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

● **A un abonnement au choix à :**

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine en construction



● **Et à un livre ou un disque au choix**

PARMI LES LIVRES



- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
- La réception dès parution du «Grand Livre Rouge du Marxisme Léninisme», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme léninisme
- «Révolution et contre révolution en Argentine» de Gèze et Labrousse
- «La Chine de Mao» par Roger Pic
- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise, de Michel Métais
- L'Antidühring d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

PARMI LES DISQUES



- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ça branle dans le manche)
- Dansons avec les travailleurs immigrés
- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle ou le Pouvoir des mots)
- Les chants de la Résistance Palestinienne
- Un disque de Carlos Andréou (un peuple en lutte : Espagne)

● **Réception de la brochure «Programme et Statuts issus du 2^e Congrès du PCRml»**

● **Sur présentation de la carte**

(abonné-ami du Quotidien du Peuple)

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :
 - La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
 - «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
 - La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
 - «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
 - «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
 - «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
 - Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
 - «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
 - Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
 - «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
 - Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepot», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

Inscription prioritaire pour le voyage en Albanie qu'organise l'été prochain «le Quotidien du Peuple».

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement desoutien..... F

- Mode de Versement :
- En une fois.....
 - En trois fois.....

NOM (en capitales).....

Prénom.....

Adresse.....

Ville.....

parmi vos lettres...

Camarades du PCRml
Je vous remercie pour m'avoir fait bénéficier de votre campagne d'abonnement gratuits grâce à l'intervention d'un camarade du Parti avec qui j'ai eu plusieurs discussions

portant sur plusieurs points. A l'issue de cette campagne et compte tenu de ma situation matérielle, j'ai payé pour pouvoir bénéficier d'un abonnement régulier. Je vous demande de

me faire parvenir régulièrement le journal que je reçois avec beaucoup de retard ou que je ne reçois pas du tout.

Je dois dire que le contenu de votre journal est particulièrement intéressant. A la différence de la majorité des quotidiens français d'informations, en popularisant la lutte des ouvriers, des paysans, des étudiants, des enseignants et d'autres couches de la population française et en défendant la cause des peuples qui luttent contre l'impérialisme et le social impérialisme, votre journal favorise le processus d'unification de la classe ouvrière française avec les autres peuples pour lutter contre le même ennemi. Je vous demande de me faire parvenir la carte d'abonné ami du Quotidien du Peuple.

«En ce qui concerne les suggestions que j'aimerais faire pour le journal, il s'agit d'une part de la mise en page de la «une».

Je pense comme plusieurs lecteurs l'ont indiqués, que les titres doivent être assez gras et qu'il y ait si possible des photos également grandes d'autre part. Je pense qu'il doit y avoir moins de débuts d'articles en première page concernant le contenu du journal. C'est la possibilité d'ouvrir une tribune de débats sur un thème donné un peu comme pendant la préparation du 2ème congrès. Cette tribune pourrait aborder des problèmes comme le front de lutte contre la crise, l'unité des Marxistes-léninistes, la Corse, la coordination des luttes...

Salutations communistes
R.C. Champigny

salutations communistes
M.B. Aix

Front Rouge n° 9 est paru

front rouge

ORGANE CENTRAL
DU PARTI COMMUNISTE
RÉVOLUTIONNAIRE (marxiste-léniniste)

**DOSSIER CHINE :
Mao Tsé-toung contre
le révisionnisme**

N° 9 NOUVELLE SÉRIE 5 FRANCS OCTOBRE 76

PASSEZ VOS COMMANDES A :
FRONT ROUGE BP68 - 75019 - PARIS
5 F + 2 F (port)

**Appelez
le quotidien**

Le Quotidien du Peuple
Publication du PCRml
Adresse Postale BP 225,
75 924 PARIS Cédex 19
Crédit Lyonnais,
Agence ZU 470,
Compte n° 7713 J
Directeur de Publication :
Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

203 63 61
de 14 h à 18 h.

Camarades,
Je renouvelle mon abonnement au Quotidien du Peuple, malheureusement seulement avec un abonnement normal de 300 F.
La nouvelle formule d'envoyer le QdP plus tôt pour les abonnés de province est excellente, il arrive cependant que certains jours on ne reçoive rien et que plusieurs journaux arrivent ensuite le même jour, mais c'est certainement dû à la poste.

salutations communistes

feuilleton

325 000 FRANCS

de
Roger VAILLAND

Éditions Buchet Chastel

24^e épisode

« Tu ne restes pas ?
— Non. Il faut que je m'occupe tout de suite de trouver ces 325 000 francs. »
Il lui tendit la main.
« A jeudi, Marie-Jeanne. »

Le Bressan n'avait pas quitté Bionnas.

Sa victoire dans le Circuit lui avait rapporté une douzaine de mille francs, qu'il avait dépensés, le dimanche soir et toute la journée du lundi, au *Petit Foulon*, chez Jambe d'Argent. Il avait invité tout le monde à boire du moussoux, coupé de rasades de marc, et n'avait pas dessoulé jusqu'au mardi matin.

Il avait vingt ans; c'était son année de conscrit, que les jeunes Bressans célèbrent par toutes sortes d'exploits. Au mois de janvier, avec les dix-huit garçons de son village, nés comme lui en 1934, ses conscrits, il avait fait le tour, dix-huit jours durant, de toutes les fermes pour quêter les fonds nécessaires au grand banquet qui s'était célébré le dix-neuvième jour. Autant de jours de quête que de conscrits dans la commune, telle est la coutume en Bresse.

Les jeunes gens font irruption dans les écuries d'autant de cocardes et de rubans que les indigènes de la Nouvelle-Guinée de plumes, de masques et de tatouages pour la célébration des Fêtes de la Virilité. Ils exécutent des danses, dont le rythme est marqué par des claquements de talon et les variations accompagnées par une sorte de hululement, modulé différemment dans chaque village, un cri de guerre paroissial; le mouvement s'accélère graduellement jusqu'à épuisement des danseurs; ensuite, on offre à boire et à manger.

Pendant toute cette période, les conscrits veillent chaque soir chez l'un d'eux, à tour de rôle; on boit énormément de marc, qui ne manque pas, tous les fermiers de la région étant bouilleurs de cru. Le banquet qui clôtura ces dix-huit jours d'une orgie que les ethnographes appelleraient rituelle, dura quarante-huit heures. Il y fut bu quatre hectolitres d'un vin blanc de Noa, bon marché et âcre, mais riche en alcaloïdes qui excitent au plus haut point les nerfs moteurs, et près d'un hectolitre de marc. Les jeunes filles nées de la même année, les conscrits des conscrits, furent invitées au premier repas, qui dura de midi à six heures, mais se retirèrent, comme il est de coutume, quand les garçons commencèrent à être ivres. Le Bressan avait bu et mangé davantage qu'aucun de ses camarades. C'était lui, qui, chaque nuit était tombé le dernier. Dans les rixes avec les conscrits des villages voisins, il avait été le plus provoquant, le plus combatif et le plus fort. Il modulait mieux que les autres le cri de guerre. Il sautait plus haut, bien qu'étant le plus court. La veuve qui se prête à l'épreuve des jeunes forces des conscrits, l'avait proclamé vainqueur. C'était lui enfin qui avait ramassé le plus d'argent pour le banquet final.

Le mois de janvier ainsi achevé, le Bressan s'était demandé à quels nouveaux exploits se consacrer. En décembre, il sera appelé au service militaire. A sa libération, il se mariera avec la fille d'un voisin, qui lui apportera trois hectares en dot; cela était déjà réglé. Il trouvera trois ou quatre autres hectares à louer et il paiera en journées de travail la paire de bœufs que son beau-père lui prêtera pour les labours et les charrois. Il devra économiser pour acheter des bestiaux et du matériel et prendre un jour une ferme à son compte. Plus tard, économiser pour payer le fermage, et, plus tard encore, quand il aura des enfants, pour prendre une ferme plus grande. La femme tiendra la bourse. Une seule *brigue* par mois, le jour de la foire de Saint-Trivier-de-Courtes. Les soirées passées à méditer les marchandages avec le maquignon, le coquetier et le laitier, et rien d'autre jusqu'à la mort.

à suivre

LIRE

UN LIVRE DE JEAN CHESNEAUX

LE MOUVEMENT PAYSAN CHINOIS

L'après 1927 fait l'objet de la seconde partie du livre de Chesneaux : partie sobre et classique, où l'on trouvera les grands traits de la stratégie du PCC à l'égard de la paysannerie, tant dans son rôle d'organisation que de direction : les soviets paysans du Jiangxi, Yénan, la libération, tous les temps forts de la participation de la paysannerie à la révolution sont analysés par Chesneaux et bien analysés. Oeuvre d'historien, «*Le mouvement paysan chinois*» n'est pas l'oeuvre d'un militant. Toute médaille à son revers. On aurait aimé que Chesneaux montre plus en détails l'organisation, par le PCC, des anciennes sociétés secrètes en une armée rouge victorieuse, ce qu'il avait fait d'ailleurs, il y a quelques années dans ses «*Sociétés Secrètes en Chine*» (Paris, 1969). Mao Tse-toung, en mars 1926, conduisant son «*analyse des classes de la société chinoise*», parle des paysans qui ont perdu leur terre et d'ouvriers artisanaux qui n'ont pu trouver du travail - ce qu'il appelle le *lumpenproletariat* - et analyse la nature de classe de leurs sociétés secrètes (Triade, Société des Frères, des Cimenteries, etc...); «*quelle politique adopter à l'égard de ces gens ? Ils sont capables de lutter avec un très grand courage, mais enclins aux actions destructrices ; conduits d'une manière juste, ils peuvent devenir une force révolutionnaire*». De fait, si l'on se reporte en novembre 1928,

soit deux ans plus tard, on peut lire dans «*la lutte dans les monts Tsingking*, que ce *lumpenproletariat*, quantitativement relativement important dans l'Armée Rouge, s'est transformé par l'idéologie prolétarienne. Ces anciens membres des sociétés secrètes, «*grâce au travail politique qui a été accompli, ont tous la conscience de classe ; ils ont acquis des notions générales notamment sur la distribution des terres, l'instauration du pouvoir, l'armement des ouvriers et des paysans ; ils savent qu'ils se battent pour eux-mêmes, pour la classe ouvrière et la paysannerie*».

Ce rôle de l'éducation idéologique aurait gagné à être beaucoup plus mis en valeur par Chesneaux : c'est armée du marxisme-léninisme que la paysannerie chinoise a progressé politiquement et organisationnel-

lement. Pour ne l'avoir pas assez souligné, Chesneaux en arrive à certaines ambiguïtés : ainsi, il n'est guère correct d'affirmer que «*la société de Yénan est fondée sur un système de valeurs politiques et économiques complètement différent de celui des grandes villes. Elle s'inspire davantage de la tradition des anciens mouvements paysans que des luttes ouvrières de 1920. Cette société nouvelle est une société rurale, elle est le fruit de la lutte des paysans*».

Que Yénan soit une société rurale, dans le sens économique du terme, aucun doute : Yénan est une base révolutionnaire dans les campagnes. Mais on ne peut en faire, pour autant, une société paysanne : toutes les oeuvres de Mao Tse-toung de cette époque témoignent de l'instauration de rapports socialistes à

Yénan, et d'abord par la systématisation du marxisme léninisme comme idéologie matérialiste.

Les «*Essais Philosophiques*» de Mao Tse-toung et l'affirmation que «*c'est seulement sous la direction du prolétariat que les paysans pauvres et moyens pourront se libérer et c'est seulement quand le prolétariat aura conclu une ferme alliance avec eux qu'il pourra mener la révolution à la victoire, impossible autrement*». Alliance prolétariat-paysannerie, avec hégémonie politique et idéologique du premier : voilà la révolution chinoise. Et il n'y a là rien de contradictoire, quoi qu'en semble dire la conclusion de Chesneaux - qui date de 1973, et qu'une insipide postface de 1975 ne vient pas corriger apparemment.

Toutefois, le mérite de ce petit livre est bien de répondre aux deux problèmes historiques, définis par l'auteur : «*celui de la capacité politique des paysans dans une société pré-industrielle et celui de la contribution de la paysannerie aux révolutions contemporaines*». Le «*Mouvement Paysan Chinois*» nous permet bien de conclure, avec Chesneaux que «*les luttes des paysans chinois font doublement partie de notre héritage historique*».

C. NOËL

«*Le Mouvement Paysan Chinois 1840-1949*»
SEUIL Poche/Histoire-7,50F

programme télé

SAMEDI 16 OCTOBRE

TF 1

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - NUMERO UN : émission de variétés. Invitée d'aujourd'hui : Nana Mouskouri.
21 h 30 - Matt Helm
22 h 20 - Les comiques associés
22 h 45 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Chacun chez soi
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Maigret chez les flamands *Histoire policière avec le personnage créé par Siméon*
22 h 10 - Les gens heureux ont une histoire
22 h 50 - Drôle de baraque
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Un homme, un événement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Marnzelle Blou, réfugiée
20 h 30 - La Vengeance *Film de la télévision de Berlin*
21 h 45 - Journal

DIMANCHE 17 OCTOBRE

TF 1

17 h 25 - Le retour de Mongo
18 h 45 - Les jours heureux

19 h 15 - Les animaux du monde
19 h 45 - L'affaire Dominici *Film français de Claude Bernard-Aubert (1972) qui reconstitue la célèbre affaire criminelle. Le film se veut «une critique de la manière dont a été mené l'enquête et le procès». Avec Jean Gabin dans le rôle du vieux Dominici.*
22 h 10 - La leçon de musique (Clemencic consort)
23 h 10 - Journal

A 2

14 h 50 - Les fêtes galantes *film français du réactionnaire René Clair. Une mauvaise copie de Fanfan-la-tulipe.*
16 h 20 - Des animaux et des hommes
17 h 10 - Résultats sportifs
17 h 15 - Chacun chez soi
18 h 05 - Super Jaimie
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Récital : Marvin Gaye
21 h 30 - Les ombres disparaissent à midi. *première série soviétique diffusée en France à la suite des accords entre A 2 et la télévision soviétique. La vie d'un village sibérien de 1915 à 1948*
23 h 00 - Journal

FR 3

19 h 55 - Spécial sports
20 h 05 - La flèche noire
20 h 30 - L'homme en question : aujourd'hui Régine, vedette du show-business, présente son autoportrait et répond aux critiques.
21 h 45 - Court métrage français
22 h 20 - Journal
22 h 30 - Juliette des esprits *film de Federico Fellini*
00 h 45 - Fin

Exploitation, racisme,
expulsions :
être immigré en 76 - 5 -

LA FACE CACHEE DU «CONTROLE DE L'IMMIGRATION»

- LE TRAFIC DE MAIN D'OEUVRE
- LE TRAFIC DE FAUX PAPIERS

Depuis deux ans, toute immigration est officiellement suspendue. Cela n'empêche pas certaines grosses entreprises qui patriquent le trafic de main-d'œuvre légal d'obtenir des dérogations. En décembre 74, les travailleurs d'Afrique Noire sont pratiquement soumis à un régime général. Depuis, le contrôle des immigrés «clandestins» s'est considérablement renforcé. Par exemple, les «petits» trafiquants de main d'œuvre sont mis au chômage. On est loin de l'époque où Jeanneney, alors ministre du travail déclarait : «L'immigration clandestine elle-même n'est pas inutile, car si l'on s'en tenait strictement à l'application des accords, nous manquerions peut-être de main-d'œuvre.»

Depuis, il y a eu la crise, la dépression économique. La meilleure preuve que la décision de l'arrêt de l'immigration clandestine n'a été prise que pour sauvegarder les intérêts de l'économie capitaliste est ce procès récent d'un

trafiquant de main d'œuvre turque. Il ne frappe plus, mais la justice n'a aucune intention de le poursuivre véritablement.

Un autre aspect du contrôle renforcé de l'immigration est le trafic de faux papiers. Jadis florissant en ce qui concerne les cartes de travail et de séjour, il subsiste toujours, aujourd'hui pour les travailleurs africains noirs, et spécialement les Guinéens. Nous avons rencontré à ce sujet des membres de l'association des travailleurs et stagiaires guinéens en France. Le trafic de papier se fait au grand jour, il n'est réprimé que lorsque des «bavures» sont faites.

Ces deux aspects que nous abordons aujourd'hui illustrent un aspect ignoré du contrôle de l'immigration, tout aussi significatif de la politique néocoloniale de l'impérialisme français que les textes officiels qui régissent aujourd'hui l'immigration.



2 ANS ET DEMI APRÈS

Mercredi 29 septembre soulevé l'indignation et la au Tribunal d'Aix en colère de tous ceux qui Provence, la justice bour- luttent contre les actes geoise a, une fois de plus, racistes et contre les

TÉMOIGNAGE

N.B : Le travailleur africain qui nous a fait ce témoignage et qui est aujourd'hui l'objet d'une action judiciaire, tient à garder l'anonymat.

«Je travaille dans une entreprise de bâtiment. Je voulais faire un autre métier. J'ai fait un stage dans un centre FPA, mais cela ne m'a pas permis de trouver un travail meilleur. J'ai voulu m'inscrire pour faire des études, mais comme j'avais fait le stage FPA, je n'y avais pas droit. Je savais qu'en Allemagne, ce serait possible, parce que j'y avais déjà travaillé. Seulement, il me fallait des papiers français. Il y a des gars qui me proposent de m'aider pour que ça aille plus vite. Ils m'ont dit qu'ils auraient besoin d'aller à Melun pour le faire, et m'ont fait payer 450 F d'acompte. Quand ils sont revenus, j'ai vu que les papiers étaient mauvais. Alors j'ai refusé de payer le reste. Et puis, quelques jours après, la police m'attendait à mon travail. Ils m'ont demandé la carte, ils m'ont emmené, j'ai été mis en prison. Ils m'ont expliqué que les gars avaient été arrêtés et qu'ils m'avaient dénoncé. Maintenant, je suis en liberté provisoire, sous contrôle judiciaire.»

Mais je ne suis pas le seul. Et il faut bien que nos compatriotes sachent ce qui m'est arrivé, pour que cela ne leur arrive pas. Parce que dans ces cas-là, ce ne sont pas les trafiquants qui s'engraissent avec notre travail qui vont en prison, mais les travailleurs.»

bénéficiaires de la politique de pillage de la main d'œuvre des pays pauvres. Bernard Père et Fils devaient enfin être inculpés pour «trafic de main d'œuvre clandestine», suite à la plainte déposée par des travailleurs Turcs le... 30 avril 1974 !

Les faits : en pleine mobilisation contre la Circulaire Fontanet, en pleine campagne de crimes racistes, Jean Paul et Aymé Bernard croient pouvoir mettre tranquillement sur pied un réseau d'importation de main-d'œuvre. Par l'intermédiaire d'un ancien copain de faculté, un dénommé Aslan, puis en envoyant directement leur directeur administratif, ces deux esclavagistes faisaient venir des petits groupes de travailleurs turcs le plus officiellement possible. Sous le couvert d'un échange culturel entre la municipalité turque de Samandag et Marseille, ces «touristes» traversaient la Bulgarie, la Yougoslavie et l'Italie dans des autocars d'une société

internationale (Nurretin Guen), munis d'un simple passeport.

Le Président du Tribunal : «C'est un véritable trafic, une filière !»

Jean Paul Bernard : «15 personnes, Monsieur le Président, ce n'est quand même pas beaucoup !»

Le Président : Evidemment vous ne connaissiez pas l'existence de ces travailleurs turcs !»

J-P B : «Aïe ! Aïe ! dit qu'il les avait sous la main, à Marseille, je les ai donc embauchés pour leur rendre service.»

C'est certainement aussi pour leur rendre service que chacun d'eux avaient dû payer 3 500 F, vendant pour cela tout ce qu'ils possédaient ou même s'endettaient !

Et comme cet homme de main n'aimait certainement pas se déplacer pour rien ni tout seul, il en a profité pour «traiter» d'autres «marchés» ? Le Président : «En 74, nous n'aviez pas assez de main d'œuvre locale ?»

J-P B : «Mais même aujourd'hui, Monsieur le Président, avec plus d'un million de chômeurs : il y en a beaucoup qui ne veulent pas travailler !»

Une lettre d'Aslan lui-même explique les conditions de travail : «Maintenant c'est difficile de faire passer des touristes turcs en France... Ils travaillent clandestinement pendant quelques temps et puis ils ont la même situation que les travailleurs en France. Ils travaillent 10 à 11 h payés 8 h.»

Dirigés directement sur la carrière de Peyrolles (près d'Aix), ils travaillent de 14 à 21 h et de 21 h 30 à 2 h, 6 jours par semaine et dorment dans des baraques sans hygiène ni sécurité. Et pour couronner le tout, 50 F sont enlevés pour chaque 5 minutes de retard. Ces conditions ont permis que l'un d'eux ne perçoive que 1 800 F pour... 458 h de travail, soit environ 4 F de l'heure !

«Cette situation n'avait rien d'alarmante ni d'inhumaine, M. Le Président.»

Après deux ans et demi, la justice bourgeoise a permis à l'avocat des Bernard de contester... la non validité de la traduction des correspondances des familles du turc en français. Délibération : renvoi de l'affaire sans fixation de date pour désigner un expert interprète officiel. Les témoins (un délégué CFDT, un prêtre ouvrier, un travailleur turc et un membre du syndicat de la magistrature venu spécialement de Paris) ne sont même pas entendus.

«Ça peut attendre encore plus de trois mois. Les traductions, à nos frais peuvent coûter entre 500 et 2 000 F. Ils espèrent nous faire abandonner mais nous ne lâcherons pas», expliquent les travailleurs turcs et ceux qui les soutiennent.

LA LISTE NOIRE DES AGRESSIONS RACISTES DEPUIS JUIN 1973

7 septembre 74 : Sadeck Ayachi est tué d'un coup de pistolet au snack de la gare de Dijon-ville.

4 mai 75 : Sahal Bel Abès meurt à la prison des Baumettes. Il avait été arrêté par un groupe d'hommes armés pour un vol à l'étalage, violemment frappé, y compris au commissariat. Malgré son état, on l'avait mis au cachot.

2 juin 75 : Miktar Khaoua est retrouvé mutilé et mort sur le bord de l'étang de Berre.

11 septembre 75 : Abdelkader Founti, disparu quelques jours auparavant est retrouvé mort à Villeurbanne.

30 septembre 75 : Un travailleur algérien est retrouvé mort dans la cour d'une école, à Villeurbanne St Georges. A Limoges, c'est un ouvrier portugais qui est assassiné à coups de couteau.

7 octobre 75 : Sisbanne Azzouz est retrouvé noyé dans le lac d'Annecy, par un mètre trente d'eau. Un de ses neveux venu chercher le corps fait plusieurs constatations troublantes, relève des traces de blessures sur le corps. La police ne menait aucune enquête, il décide de porter plainte. Le soir même on tente de l'assassiner. Le procureur chargé de l'affaire fait tout pour l'étouffer.

26 octobre 75 : Abdelmajid Boudoudou est abattu à coups de fusil, à Grenoble.

29 novembre 75 : Mahamed Omar Akani est matraqué à mort à la sortie d'un bar

raciste de Vieil Baugé, le «Claude Club».

16 février 76 : Abderrahim Laouchet meurt d'une fracture du crâne dans un commissariat de Lyon. La police prétend qu'il s'est fendu le crâne volontairement...

10 JUIN 76 : à Soisy sur Seine une famille portugaise périt dans l'incendie de l'hôtel Tourelles.

- 13 JUIN 76 : deux travailleurs immigrés sont tués dans l'incendie d'un hôtel rue de Broca.

- 29 JUILLET 76 : l'hôtel de Paris, rue des petites écuries brûle entièrement. Cinq immigrés meurent, quatorze sont blessés.

- 11 AOÛT 76 : explosion à l'hôtel de l'Amérique, puis incendie : 13 morts, pour la plupart immigrés.

- FIN AOÛT 76 : six ouvriers algériens du chantier de la centrale nucléaire de Dampierre en Burly sont violemment agressés par des CRS sur l'autoroute du sud. Peu de temps auparavant, dans la ville de Sully sur Loire, près de Dampierre, une très violente campagne raciste, alimentée par un journal local et par les notables, avait visé les ouvriers du chantier.

- 10 SEPTEMBRE 76 : un hôtel de la rue Tiphaine est incendié. 4 morts, 25 blessés graves chez les travailleurs immigrés qui y habitent. L'origine criminelle est reconnue par la police. L'enquête ne donne rien.

4 500 F, une carte d'identité !

Depuis 1965, les travailleurs guinéens émigrés (il y en a deux millions dans le monde), se trouvent dans la plus totale «illégalité». Sékou Touré, qui ne tient pas à faire la distinction entre les émigrés plus ou moins manipulés par le gouvernement français et la masse des travailleurs exilés pour chercher du travail, avait décrété à cette époque «déchus de leur nationalité» tous les émigrés guinéens. C'est pourquoi ils se disent en général Sénégalais, Maliens...

Cette situation intenable a été très vite exploitée, aussi bien par les services secrets français, les réseaux parallèles du genre des réseaux Foccart (spécialisés dans la subversion des pays africains où l'impérialisme français a encore des visées), que par des fournisseurs de faux papiers en tout genre.

En général, la procédure est la suivante : le travailleur guinéen en France, pour être dans une situation «légale» ou pour pouvoir rentrer en Afrique, cherche à obtenir des papiers français. On lui parlera vite de tel compatriote qui connaît la façon de procéder, mais qui expliquera que c'est cher. En moyenne, cela revient de 2 000 F à 4 000 F (un Guinéen qui voulait rentrer, a payé 4 500 F pour une carte d'identité). La police et l'administration sont évidemment au courant de ces pratiques, d'autant plus que les trafiquants se réclament souvent d'un certain «Front de Libération nationale de Guinée», dont il est prouvé que ce n'est rien d'autre qu'une création des services secrets français. Il semble même que dans certains cas, analyse faite des papiers

délivrés, les tampons soient officiels.

Mais le plus révoltant n'est pas là. Lorsque la police, au gré d'une rafle ou d'un contrôle d'identité découvre de faux papiers (il arrive que l'adresse n'existe pas, ou soit celle d'un commerce), le travailleur, qui a acheté ces papiers en toute bonne foi, en y mettant toutes ses économies, est gardé à vue, mis en prison. Quelques intermédiaires sont aussi arrêtés, mais l'affaire ne remonte quasiment jamais plus haut. Récemment, un tenancier guinéen qui faisait partie d'une filière a été arrêté

Pour se «racheter», il a dénoncé 87 travailleurs à qui il avait vendu des papiers. Ils sont tous en prison actuellement.